

**l'éditorial
d'Arlette
Laguiller**

en page 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**LUTTE
OUVRIÈRE**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1816 - 23 mai 2003 - prix : 1 €

**Le 25 mai et après,
tous en lutte pour
défendre les retraites**



**Chirac-Raffarin
doivent retirer
leur projet !**

Samedi 7, dimanche 8 et lundi 9 juin

FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE
à Presles (Val-d'Oise)

M 06189 - 1816 - F: 1,00 €



Sommaire

Retraites

- p 4 ■ Les concessions en trompe-l'oeil du gouvernement
- L'opinion contre Raffarin-Fillon
- p 5 ■ Les retraites complémentaires, également visées par le patronat
- Nouvelle attaque contre les retraites du régime général
- Le ralliement de Chêrèque

En lutte

- p 7 ■ SNCF : la lutte reste à l'ordre du jour
- - Paris-Gare du Nord
- - Réseau Paris Sud-Est
- - Ateliers de maintenance du Landy
- p 8/9 ■ Le mouvement s'étend dans l'Éducation nationale
- p 10 ■ RATP : une première escarmouche ?
- Alstom : la direction fait de la surenchère
- p 11 ■ Martinique et Guadeloupe : un mécontentement grandissant
- Ile de la Réunion : une mobilisation toujours forte
- Val-d'Oise : Hôtels des Impôts en grève

Tribune

- p 6 ■ L'air de la rue, le souffle de la grève

Dans le monde

- p 12 ■ Irak : l'occupation impérialiste, une menace
- p 13 ■ Proche-Orient : le prix d'une politique pro-impérialiste
- Belgique : Libéraux et Socialistes confortés par les élections

Leur société

- p 6 ■ Le congrès du PS
- p 16 ■ Après les retraites, le tour de la Sécu
- Les patrons vident les caisses de la Sécu
- Aide médicale peau de chagrin
- La retraite des députés

Fête de Lutte Ouvrière

- p 14/15 ■ Le programme artistique
- Les chapiteaux scientifiques
- Les débats avec des écrivains et personnalités
- Les autocars de province

SALAIRES DES PATRONS : LA VIE EN ROSE

Partout dans le pays, les cataclysmes sociaux s'accroissent. Mais il est un monde à part, où tout va bien et même de mieux en mieux. Celui des patrons.

2002 a été un bon cru pour eux. Dans le classement, le numéro un, Lindsay Owen Jones, PDG de l'Oréal, a gagné 6,2 millions d'euros, soit une hausse de 12 % par rapport à 2001. Il est suivi par Messier, avec 5,6 millions d'euros, lequel avait pourtant été viré en juillet de son poste d'Universal. La rémunération de Thierry Desmarest, PDG de Total, qui s'élève à 2,4 mil-

lions d'euros, progresse de 8 %, comme progressent celles des PDG de Renault, Aventis, Carrefour, Lafarge, etc.

Le « comité d'éthique » du Medef – eh oui, on a du mal à le croire, mais le Medef a un tel comité, qui juge de la moralité de ses membres – vient de donner son point de vue sur ces rémunérations. Il défend leur progression, y compris dans les entreprises qui ont licencié. « Ce n'est pas parce que l'entreprise est en difficulté que le dirigeant doit être peu motivé », dit-il et d'ajouter : « Un dirigeant n'est pas assimilable à un salarié, il assume

la responsabilité ultime de la direction. » Mais on se demande bien de quoi un patron est responsable, puisque ce n'est jamais lui qui paie les conséquences de ses décisions. Qui a payé pour la catastrophe d'AZF, filiale de Total ? Desmarest ou les salariés, certains en y laissant la vie ? Et qui paie la casse quand les entreprises licencient ?

C'est le cadet des soucis du comité d'éthique du Medef. L'auteur du rapport s'inquiète seulement de ce que « la possibilité de gains démesurés amène à faire perdre le contrôle de la réa-

À PERPIGNAN

Banquet de Lutte Ouvrière

Dimanche 1^{er} juin à partir de 11h
Chapelle Saint-Pierre à CLAIRA

lité. » Ce n'est effectivement pas un risque que courent les salariés.

Alors, responsables et coupables, ils le sont tous, ces PDG et les familles d'actionnaires qu'ils représentent. Mais condamnés, jamais.

Christian BERNAC

TOUT BÉNÉFIC POUR LA POSTE !

Plusieurs centaines de clients ont décidé de porter plainte contre La Poste pour escroquerie. Ils ont en effet perdu jusqu'à un quart des sommes qu'ils avaient engagées dans un placement financier... que La Poste leur avait garanti sans risque !

C'est entre 1999 et 2000 que La Poste, en pleine euphorie boursière, a décidé de vendre un fonds de placement nommé Bénéfic. Selon ses brochures commerciales, Bénéfic ne pouvait que rapporter à ses souscripteurs, et même, rapporter gros : jusqu'à 23 % en trois ans. On pouvait lire sur les plaquettes vantant ce nouveau placement : « + 23 % à 3 ans, que le CAC fasse 0 % ou plus » : « Et restez gagnant même si le CAC baisse ! » La direction de La Poste a mis en œuvre bien des moyens, publicitaires et humains, pour vendre Bénéfic. Courrier, ren-

dez-vous avec les conseillers financiers ont ainsi convaincu des épargnants. Résultat : 300 000 clients de La Poste y ont souscrit.

Mais à partir de 2001, les marchés financiers ont commencé à chuter. Et le mirifique Bénéfic a été entraîné dans cette chute, au point que, selon la date de souscription, la perte en capital a atteint entre 12 et 35 % !

Aujourd'hui, des centaines de milliers de souscripteurs se trouvent lésés, voire ruinés. Bon nombre d'entre eux avaient, en effet, investi leurs économies et en ont perdu une bonne partie. Car La Poste brasse une clientèle en général de milieu populaire. Et les souscripteurs, loin d'être des boursicoteurs avertis, ont pensé qu'ils jouaient la sécurité. Ils ont cru, en toute bonne foi, que Bénéfic était une sorte de

Caisse d'Épargne améliorée et que, de toute façon, leur capital serait garanti.

La Poste rétorque qu'ils se sont abusés eux-mêmes et qu'elle ne s'était engagée sur rien. En attendant, elle a réussi à collecter entre 1999 et 2001, environ un milliard d'euros

qu'elle aura fait fructifier.

Après le mensonge et l'arnaque, La Poste dit qu'elle n'a pas l'intention de rembourser les clients qu'elle a floués. Sur ce dernier point, on peut lui faire confiance.

Dominique MATHIEU



LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste (trotskyiste) qui édite Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

Téléphone : 01 48 43 65 58 - Télécopie : 01 48 43 69 94

LUTTE OUVRIÈRE SUR INTERNET

http://www.lutte-ouvriere.org - E-mail : journal@lutte-ouvriere.org

Union Communiste Internationaliste : http://www.union-communiste.org

E-mail : contact@union-communiste.org

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron

6, rue Florian - 93500 PANTIN

Lutte Ouvrière (Ile-de-France) - c/o Editions d'Avron

153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 PANTIN

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE !

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière et sont à envoyer à LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 15 euros consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

| | ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE | | |
|-----------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|--------|-------------------|
| | LUTTE OUVRIÈRE | | LUTTE DE CLASSE |
| | 1 an | 6 mois | (1 an soit 10 N°) |
| France, DOM-TOM | 35 € | 18 € | 15 € |
| DOM-TOM, par avion | 50 € | 25 € | 21 € |
| Europe Afrique Moyen-Orient États-Unis Canada | 60 € | 30 € | 15 € |
| Asie Océanie autre Amérique | 75 € | 38 € | 26 € |
| Asie Océanie autre Amérique (voie prioritaire) | 90 € | 45 € | 32 € |

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM :
 PRÉNOM :
 ADRESSE :

 CODE POSTAL et VILLE :

 COMPLÉMENT D'ADRESSE

 Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de
 (rayer la mention inutile).
 Ci-joint la somme de :
 Règlement :
 par chèque bancaire ou postal à l'ordre de LUTTE OUVRIÈRE,
 par virement postal à LUTTE OUVRIÈRE, CCP PARIS 26 274 60 R

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 153-155, avenue Jean-Lolive à Pantin (93500) et 6, rue Florian à Pantin (93500) - Téléphone : 01 48 43 65 58 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 15 000 exemplaires. Impression : Rotos de l'Ile-de-France, 3, rue du Parc, 93150 Le-Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 64995.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Editorial des bulletins
d'entreprise du 19 mai 2003

DÉFENDRE NOS RETRAITES, OBLIGER LE GOUVERNEMENT CHIRAC-RAFFARIN À RETIRER SON PROJET !

■ Les enseignants, les salariés de l'Éducation nationale, ont constitué le gros des manifestations du 19 mai pour défendre les retraites. Mais bien d'autres travailleurs du service public, des postiers à la Banque de France, de l'Équipement aux hôpitaux, y ont également participé. Il y a eu des grèves et des débrayages à La Poste, à France Télécom et dans les transports publics d'un certain nombre de villes de province. C'est le signe que le mouvement de protestation, qui a connu, le 13 mai, le moment fort que l'on sait, continue. Malgré la propagande gouvernementale, le mouvement dans le service public bénéficie de la sympathie des travailleurs du secteur privé.

Oui, il faut que le mouvement de protestation contre le projet Raffarin-Fillon se renforce et s'élargisse. Le projet n'est pas devenu meilleur depuis que le gouvernement a jeté quelques miettes aux dirigeants de la CFDT et de la CGC, pour leur donner le prétexte de se faire les porte-parole de la politique gouvernementale. Chérèque a même osé déclarer que son entente avec Fillon a « *sauvé le système de retraite* » !

Pour le gouvernement et pour le patronat, il ne s'agit nullement de « *sauver la retraite* ». Les caisses de retraite ne sont pas en déficit. Même les experts que le gouvernement invoque ne prévoient un déficit que pour dans vingt ans. Et, surtout, le déficit qu'ils prévoient est inférieur aux seules exonérations de charges sociales accordées au patronat. Si l'objectif du gouvernement était seulement

d'éviter le déficit futur, il suffirait de mettre fin aux exonérations de charges sociales des patrons, pour que la question soit réglée.

On veut prolonger à 42 ans le temps de travail pour tous les salariés, des ouvriers des chaînes de production aux infirmières ou aux aides-soignantes, en passant par les enseignants, simplement pour permettre aux patrons de payer toujours moins de cotisations sociales. Ceux qui sont trop usés pour tenir le coup si longtemps ou qui, mis à la porte, n'ont pas le nombre d'annuités nécessaires, en seront réduits à des retraites à peine supérieures au minimum vieillesse, 578 euros, 3800 F par mois !

Alors, il ne faut pas les laisser faire ! Le plan Raffarin-Fillon, s'il passe, se traduira par un abaissement brutal du niveau de vie des retraités. On use les travailleurs, toute leur vie durant, pour augmenter la productivité. Et ils sont les seuls à ne pas bénéficier de la productivité croissante qui résulte pourtant, pour une large part, de l'augmentation du rythme de travail, c'est-à-dire de l'épuisement physique et nerveux des travailleurs.

C'est maintenant qu'il faut réagir, tous ensemble, travailleurs du public et du privé, pour arrêter l'offensive. Il est inacceptable que les travailleurs soient contraints de travailler plus longtemps pour toucher moins. C'est aux patrons qu'il faut imposer de payer, sur leurs profits, des cotisations sociales suffisantes pour que chaque travailleur puisse partir à la retraite au plus tard à 60

ans, et soit assuré de toucher une pension correcte après 37 ans et demi de cotisation au maximum.

Il faut que les manifestations du dimanche 25 mai, la prochaine échéance, soient le plus massives possible. C'est le seul moyen de contraindre les directions syndicales à agir, sous peine d'apparaître aux yeux des travailleurs, non pas comme les représentantes des salariés face au patronat et au gouvernement, mais comme les agents du patronat et du gouvernement auprès des travailleurs.

Le 13 mai a montré le mécontentement des travailleurs, mais aussi leur puissance. La prolongation de la grève dans certains secteurs les jours suivants, et aussi le 19 mai, ont montré que, pour nombre de travailleurs, il ne faut pas en rester à un baroud d'honneur. Il faut que le mouvement se développe, le 25 mai et au-delà, que les grèves se généralisent jusqu'à ce que le gouvernement Chirac-Raffarin soit contraint de retirer son projet, comme Juppé avait été obligé de retirer le sien.

Arlette LAGUILLER

MANIFESTONS LE 25 MAI !

La manifestation nationale
contre le projet Raffarin-
Fillon partira :

LE 25 MAI à 12 H

**Place de la Nation
à Paris**

(Elle se dirigera ensuite vers
la place d'Italie)

DES CONCESSIONS EN TROMPE-L'ŒIL

La séance de nuit de négociations pour faire croire que le gouvernement a vraiment tout fait pour améliorer son projet ne trompe pas grand-monde. Et ce n'est pas parce que le secrétaire de la CFDT s'est dit satisfait, en prétendant que l'avenir des retraites est maintenant assuré, que cela correspond à la réalité.

En fait, le gouvernement n'a effectué des reculs que sur des aspects mineurs, prévus d'avance, et qui ne changent rien au fond.

« UNE MESURE SYMBOLIQUE »

Fillon a reconnu lui-même que le maintien du calcul de la pension des fonctionnaires sur les six derniers mois, et non sur les trois dernières années du traitement, était une « mesure symbolique » qui n'avait que très peu d'incidence financière. Et pour cause : les fonctionnaires qui partent en retraite ont en moyenne plus de trois ans d'ancienneté dans leur échelon. Par contre, il maintient la revalorisation des pensions selon l'indice des prix hors tabac, à la place d'une revalorisation en fonction de l'évolution des salaires, qui permet aux retraités de bénéficier à juste titre des acquis obtenus par les salariés. Et c'est cette mesure qui va faire décrocher les pensions par rapport aux salaires, comme cela se passe déjà dans le privé.

POUDRE AUX YEUX SUR LES PRIMES

Et ce n'est pas la mesure prise pour les aides-soignantes d'intégrer 10 % de leurs primes dans leur traitement pour le calcul de la pension qui peut compenser ce qu'elles vont perdre avec l'indexation des pensions sur les prix ; sans parler de la décote de 3 % par année manquante, qui touche particulièrement les femmes.

Quant à la caisse de retraite complémentaire obligatoire pour les fonctionnaires, que le gouvernement veut mettre en place pour prendre en compte les primes à hauteur de 20 % du traitement dans le calcul de la pension, non seulement il faudra que les fonctionnaires payent une nouvelle cotisation qui peut se monter jusqu'à 1 % du traitement mais, cette caisse fonctionnant en partie par achat de points, il faudra attendre 40 ans voire plus pour

toucher un complément intégral, et de toute façon pas bien élevé. A la plupart de ceux qui partiront en retraite dans les années qui viennent, on demande de payer tout de suite pour ne toucher qu'une somme purement symbolique au moment de leur retraite : c'est un marché de dupes !

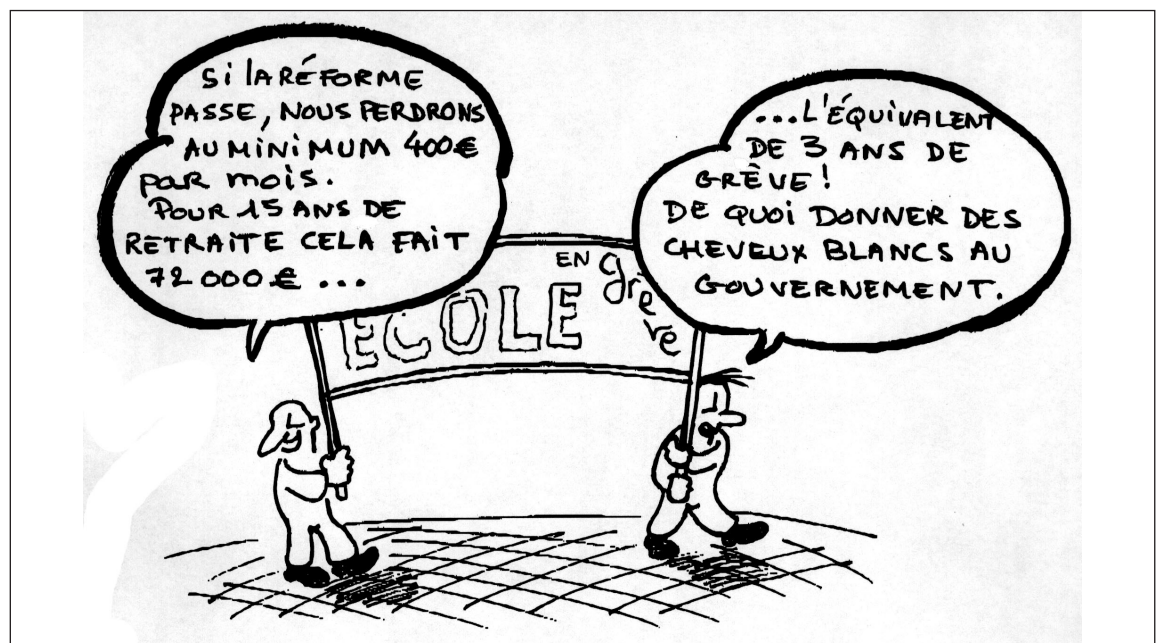
LES ANNÉES MANQUANTES RACHETÉES AU PRIX FORT

A condition d'en avoir les moyens, il sera possible de racheter jusqu'à trois années de cotisations manquantes, à condition que cela ne coûte pas un sou aux caisses ou à l'État. Le prix sera d'autant plus élevé que l'espérance de vie sera plus grande. Ceux dont l'espérance de vie est la plus faible paieront dans le meilleur des cas l'intégralité de ce qu'on leur reversera plus tard pour ces trois années supplémentaires. Et dans le pire des cas, s'il y a un tarif unique pour tout le monde, ils paieront plus, pour ceux dont l'espérance de vie est plus longue. Le beau cadeau !

LES PENSIONS DES SMICARDS VONT BAISSER

Le gouvernement ose parler de « garantir les retraites » en proposant que les smicards ayant cotisé 40 ans (et plus dans l'avenir) touchent une pension égale à 85 % du Smic net. Cela équivaldrait aujourd'hui à 5 000 F (750 €). Mais ce n'est qu'en 2008 que cette « garantie » serait atteinte grâce à un relèvement progressif de ce qu'on appelle le minimum contributif.

Instauré en 1985, ce minimum contributif, correspondant à l'époque à 95 % du Smic, était destiné à garantir une pension minimum aux salariés qui avaient 37,5 ans de cotisations au Smic. Mais ce minimum contributif a été revalorisé uniquement, depuis cette date, de la hausse des prix hors tabac. Le résultat, c'est qu'il est loin d'avoir suivi l'évolution du Smic et n'en représente aujourd'hui plus que 60 %. Il est actuellement à 533,52 €, en dessous même du minimum vieillesse, qui est pourtant très faible (578 €) et qu'on ne peut toucher qu'à partir de 65 ans, à condition d'être suffisamment démuné. Il y a aujourd'hui trois millions de retraités qui ne touchent que le minimum contri-



butif, dont 80 % de femmes.

Au lieu de rétablir immédiatement ce minimum à hauteur au moins de ce qu'il était à l'origine, le gouvernement le revalorisera de 3 % au-dessus de la hausse des prix l'an prochain, puis encore de 3 % en 2006 et en 2008. C'est dire que même ces malheureux 85 % du SMIC sont repoussés aux calendes grecques, quand le gouvernement aura passé la main et, en attendant, les pensions des smicards vont continuer à baisser comme les autres. D'ailleurs 2008, c'est justement l'année où une commission « indépendante » doit se réunir pour proposer de nouveaux sacrifices si l'équilibre des régimes n'est pas assuré ! On ne peut se moquer plus ouvertement du monde.

DE TRÈS TRÈS LONGUES CARRIÈRES...

Ceux qui ont commencé à travailler à 14 ou 15 ans partiront dès l'an prochain à la retraite à 56 ou 57 ans, à condition d'avoir cotisé 42 ans ! Ils ne partiront qu'à 58

ans s'ils n'ont cotisé « que » 41 ans. Quant à ceux qui ont commencé à travailler à 16 ans, ils ne pourront partir qu'à 59 ans, à condition d'avoir cotisé au moins 40 années ; mais pour beaucoup ce seront 43 ans de cotisations !

LE RÉGIME GÉNÉRAL TAXÉ UNE FOIS DE PLUS

Il s'agit d'autant moins d'un cadeau que c'est le prétexte pris pour augmenter les cotisations au régime général de 0,2 % à partir de 2006. Comme si ces travailleurs, qui ont travaillé souvent plus de 40 ans, n'avaient pas déjà plus que largement contribué à leur retraite.

En fait, ce sont les cotisations patronales qu'il faudrait sérieusement augmenter. Si les patrons payaient ne serait-ce qu'à hauteur de ce qu'ils payaient il y a 25 ans, lorsque les cotisations patronales finançaient 80 % de la protection sociale, contre moins de 60 % aujourd'hui, il y aurait suffisamment d'argent dans les caisses pour payer des

pensions correctes qui suivraient l'évolution des salaires.

Le gouvernement se refuse à s'attaquer aux privilèges du patronat, qui bénéficiera cette année de quelque 26 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales, dont 7 milliards d'euros que le gouvernement Chirac-Raffarin a décidé d'ajouter aux exonérations accordées par les gouvernements précédents !

Le gouvernement affiche avec ses prétendus reculs le mépris qu'il a du monde du travail. Oser présenter comme des concessions des promesses bidon pour un avenir lointain, ou des prétextes pour taxer encore un peu plus les salariés, alors que le projet du gouvernement constitue déjà une attaque de grande ampleur contre tous les salariés et les retraités, c'est vraiment se moquer du monde.

Dominique CHABLIS

LA MINORITÉ NE FERA PAS LA LOI !

Avec le culot et le mépris qui le caractérisent, Raffarin ne manque pas une occasion d'affirmer que ceux qui rejettent sa réforme constituent une minorité, alors que lui représenterait la volonté d'une large majorité.

S'il en était besoin, plusieurs sondages prouvent le contraire : l'opinion publique penche nettement en faveur des manifestations. Ainsi, selon l'institut Louis Harris, 54,2 % des personnes interrogées ont déclaré soutenir ou

avoir de la sympathie pour les manifestants, contre 29,2 % seulement en faveur du gouvernement. Un sondage rendu public par RMC Info-L'Express montre que le courant approuvant les grévistes est encore plus important chez les salariés, puisqu'il représente 71,4 % chez les ouvriers et 65,7 % chez les employés. Ces résultats prouvent également que la majorité des salariés du privé ne se laissent pas abuser par ceux qui voudraient

opposer leur régime de retraite aux prétendus privilèges des fonctionnaires.

C'est clair, en dépit des affirmations mensongères de Raffarin, deux tiers de la population rejettent sa réforme des retraites. Alors, pour que cette majorité fasse respecter sa volonté, il faut que les grévistes de la fonction publique continuent... et que ceux du privé ne tardent pas à les rejoindre !

LES RETRAITES COMPLÉMENTAIRES, ÉGALEMENT VISÉES PAR LE PATRONAT

Dans la retraite que touchent les travailleurs du secteur privé, une part importante est constituée par le régime complémentaire. En effet dans le régime général, même en ayant cotisé 40 ans, la pension ne représente au maximum que 50 % du « salaire annuel moyen », dont le mode de calcul est, d'année en année, de plus en plus désavantageux. Le reste de la pension est constitué par les régimes complémentaires ARCCO pour les non-cadres et AGIRC pour les cadres.

Le montant de la pension complémentaire est déterminé par le nombre de « points » acquis pendant toute la carrière (moyennant des cotisations) multiplié par la valeur du point. Les caisses complémentaires sont gérées paritairement par le patronat et les syndicats, qui négocient périodiquement une convention pour définir les modalités d'application des retraites complémentaires. Elles ont subi, comme les retraites de base, de nombreuses attaques depuis dix ans. Les accords de 1993-1994 et de 1996 ont entraîné une hausse des cotisations, donc une baisse du salaire et une baisse des rendements des points. En effet, auparavant, la valeur du point était indexée sur le

salaire moyen. Mais, depuis 1996, elle est indexée sur les prix, ce qui s'est traduit par une baisse.

Les attaques vont continuer. La dernière convention expirant en octobre 2003, le patronat menace. Ainsi, Guillaume Sarkozy, vice-président du Medef, vient de déclarer : « Lorsque la loi (sur les retraites) sera votée, au niveau des régimes complémentaires, nous devons mettre en œuvre des mesures nouvelles qui ont été décidées par le gouvernement dans le cadre du budget annuel, c'est-à-dire en recherchant des économies. »

Il faut rappeler que les régimes complémentaires, comme les régimes de base, ne sont absolument pas déficitaires mais, au contraire, reversent de l'argent. Ainsi en 2001 l'ARRCO a dégagé un excédent de 2,7 milliards d'euros.

Il n'y a pas de raisons financières aux mesures en préparation contre le pouvoir d'achat des salariés et des retraités, tant pour les retraites complémentaires que pour le régime général. Il s'agit, pour le patronat et le gouvernement, de racketter la population ouvrière.

Pour les travailleurs du public et du privé, hors de la riposte, pas de salut !

Christian BERNAC

UNE NOUVELLE ATTAQUE CONTRE LES RETRAITES DU RÉGIME GÉNÉRAL

L'État prélève lui aussi des sommes considérables, par toute une série d'expédients, dans les caisses de retraite de la Sécurité sociale. L'un des prélèvements les plus considérables provient de plusieurs systèmes de « compensation » financière entre les régimes qui ont beaucoup de cotisants par rapport au nombre de retraités et ceux qui en ont peu.

Le résultat de ce système assez complexe de vases communicants est que la caisse de retraite du secteur privé, la CNAVTS, celle des agents des collectivités locales et des agents hospitaliers, la CNRACL, ainsi que le régime des fonctionnaires de l'État, reversent chaque année des milliards d'euros pour équilibrer d'autres caisses, essentiellement celles des exploitants agricoles : les salariés payent pour les non-salariés.

C'est ainsi que, en 1999,

tous systèmes de compensation confondus, la CNAVTS a versé 25 milliards de francs, la CNRACL 25 milliards de francs, et le régime des fonctionnaires civils près de 20 milliards de francs.

Malgré ces ponctions, les caisses en question dégagent encore un excédent. C'est dire qu'exiger que les salariés cotisent plus longtemps pour une retraite moindre relève de la pure escroquerie.

Le gouvernement Chirac-Raffarin a décidé de « réformer » une partie du système, en prenant théoriquement en charge ce qui aurait dû lui revenir depuis longtemps : l'équilibre de certains régimes, que les cotisations des salariés des autres caisses n'ont pas vocation à combler. Mais il ne faut pas croire que cela va coûter un sou à l'État. Bien au contraire : il a réussi le tour de force d'y gagner quand même

encore 374 millions d'euros.

Qui va donc payer ? Encore une fois les salariés de la CNAVTS, qui seront les seuls à supporter le poids financier de la « réforme » ! Le gouvernement a en effet réussi à trouver une astuce pour augmenter de 5,5 milliards de francs (850 millions d'euros) le montant de la compensation versée par la caisse. Elle augmente fictivement le nombre de ses cotisants en réintégrant dans ses effectifs les chômeurs pour lesquels le FNE lui verse déjà des cotisations vieillesse.

Pour puiser dans les caisses des salariés, les gouvernements successifs n'ont jamais manqué d'imagination. Mais il faut tout de même un sacré culot pour exiger en même temps plus de sacrifices de la part des seuls salariés, afin de combler les déficits supposés à l'horizon 2020 !



Les travailleurs de Peugeot à la manifestation du 19 mai à Mulhouse.

En signant un accord avec le gouvernement sur la réforme des retraites, jeudi 15 mai, François Chérèque, le dirigeant de la CFDT, s'est félicité d'avoir « sauvé notre système de retraites ».

Lui qui affirmait avoir des « exigences importantes sur cette réforme », il n'a pas fallu longtemps, ni beaucoup de concessions de la part du gouvernement, pour qu'il se précipite, le stylo à la main. Il estime sans doute que toucher 85 % du Smic (en 2008) permet de « garantir un haut niveau de pension pour les salariés qui ont passé l'essentiel de leur carrière au Smic », comme il le défendait la veille de la manifestation du 13 mai... le « bas » niveau étant les 75 % du projet initial !

En fait, Chérèque n'a même pas fait semblant de s'opposer au projet gouvernemental, et

LE RALLIEMENT DE CHÉRÈQUE : DANS LA CONTINUITÉ DE NOTAT

les règles du jeu étaient clairement instaurées avant même la négociation : que le gouvernement fasse un demi-pas en

arrière, et la CFDT, qui se veut un syndicat de concertation, pouvait alors crier victoire sans même mener le combat.



La signature de François Chérèque n'a pas empêché des militants et syndiqués CFDT de participer à la journée du 19 mai.

On ne peut parler de surprise sur cette signature, ni de reniement à propos de la CFDT car, depuis des années (comme les autres centrales syndicales d'ailleurs, mais seulement un peu plus ouvertement), elle s'est appliquée à relayer la propagande patronale et gouvernementale et a accredité parmi les salariés l'idée qu'il y aurait vraiment un problème de paiement des retraites lié à l'augmentation de la durée de vie et que, dans ce cadre, des sacrifices étaient nécessaires pour « sauver » le système actuel. L'approbation du projet gouvernemental par Chérèque est dans la continuité de celle de Notat qui, en 1995, s'était faite

le défenseur du plan Juppé, quitte à se faire conspuer et bousculer par les grévistes.

En 1995, le ralliement de Notat au plan Juppé n'avait pas empêché que la grève, partie des cheminots, s'étende aux autres catégories de la fonction publique, ni que Juppé soit obligé de remballer son plan. Alors, maintenant, que le « front syndical soit brisé » ne changera rien à la suite du mouvement, si les grévistes sont déterminés à vouloir faire reculer le gouvernement, et ce d'autant moins que, par avance, la direction de la CFDT avait annoncé la couleur en se déclarant favorable au projet de réforme des retraites du gouvernement, et que, comme dans une pantomime bien réglée, chacun savait quel « geste » il attendait de l'autre.

M. L.

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

L'AIR DE LA RUE, LE SOUFFLE DE LA GRÈVE

Il y a des signes qui ne trompent pas. La France d'en haut a senti le vent. Du moins chez les ministres et les ex-ministres. Chez les ex, hop ! Sens du vent. On a chanté *Bella Ciao* et même entonné l'Internationale au congrès du PS, brandi des drapeaux rouges frappés de la rose, tout en ovationnant Bernard Thibault. La rue était à l'honneur. On défilera même le 25 mai... « sans ostentation » (pour ne pas être sifflés par les manifestants).

Chez les gouvernants du jour, on sentirait plutôt le vent du boulet. D'après *Le Monde* (daté du 21 mai), Chirac « s'inquiète de la radicalisation du mouvement de protestation des enseignants » et Raffarin serait convaincu que « si Luc Ferry et Xavier Darcos dévalent le toboggan, tout le gouvernement risque de voir son autorité chuter ». Raffarin réunit ses ministres en urgence : rencontre avec les syndicats le 20 mai. Objectif : « desserrer l'étau des grèves » ! Dans le même temps, notre expert en communication lance une « contre-attaque médiatique immédiate sur le blocage des examens » pour faire basculer les parents de son côté, et demandent aux cadres et parlementaires de l'UMP de « dénoncer les contre-vérités » des adversaires de la réforme. Argument d'un dirigeant UMP : « Ferry est peut-être un homme à la mer, mais on ne pourra pas dire qu'on ne lui a pas lancé de bouée ». Visiblement, ça sentirait presque le vent de panique du côté de ceux qui déniaient à la rue le pouvoir de gouverner.

Bref, le gouvernement a perdu la main et court après la situation... en espérant que les confédérations syndicales lui envoient une bouée. La bouée Chèreque a d'ores et déjà sombré. Pour l'ensemble des grévistes du pays, son ralliement à Fillon et Raffarin a été un non événement, sauf pour une bonne partie des militants CFDT, et pas forcément les habitués opposants, qui du coup se sont mis en colère et grossissent les rangs des grévistes et des manifestants. La bouée Thibault ? Blondel ? Sur le fond, les deux se disent « pour une réforme » des retraites (comme les dirigeants du PS). On s'adapte au mouvement, à la poussée de la base, on programme des journées d'action, tout en appuyant de temps à autres sur le frein. C'est ainsi que la direction CGT, dont les sections locales n'ont pas toujours obtempéré, a mis tout son poids pour faire reprendre le travail la semaine dernière aux cheminots qui avaient reconduit la grève suite à la manifestation du 13 mai. Blondel, dont la centrale pèse moins, a le verbe plus radical, parlait de reprise de la grève dès le 26 mai. Mais comme la fédération CFDT, FO s'est rallié à la CGT qui programme la relance du mouvement dans les transports... les 2 et 3 juin, après le débat parlementaire sur les retraites ! Les syndicats enseignants, pour l'heure, collent soigneusement au mouvement qui continue de s'approfondir et de s'élargir.

Car c'est là où le mouvement actuel a d'ores et déjà acquis un élan qu'il n'est pas si facile de freiner ou briser. Et quand

le PS fait de Thibault son héros du jour, il a lui aussi un temps de retard.

En 1995, Thibault, à la tête de la CGT cheminots, avait pris la direction de la grève pratiquement dès le début. C'est ce qui lui avait permis de faire reprendre somme toute facilement une grève en passe de se généraliser dans le secteur public. En 2003, le mouvement de grève, parti cette fois de l'Éducation Nationale, a pris son véritable élan là où celui de 1995 s'était terminé. Il est parti de la base, presque laborieusement, à partir de minorités, sans que les fédérations enseignantes en prennent la tête, et il lui a fallu plusieurs semaines pour prendre de l'ampleur. Depuis, les fédérations suivent. Le mouvement des lycées et des écoles primaires s'est aussi structuré à partir de la base, en assemblées générales, en coordinations départementales, et depuis la manifestation du 13 mai, de plus en plus en Assemblées générales ou coordinations inter-professionnelles.

Comme en 1995, le monde du travail dans son ensemble, y compris dans les secteurs les plus vulnérables du privé, sympathise avec les grévistes. Différence significative par rapport à 1995 : les banderoles des travailleurs du secteur privé se multiplient dans les manifestations, surtout dans les villes de province, plus encore dans les régions les plus prolétaires.

Dans ce contexte, les calculs des grands appareils font long feu. Ce qui était prévu pour diluer le mouvement, lui permet au contraire de rebondir. Les journées d'action programmées de loin en loin à l'origine pour éviter toute généralisation intempestive, ont contrairement à tous les calculs permis à la vague montante de la grève et de la mobilisation de reprendre son souffle et son élan. Les grévistes de l'Éducation Nationale, loin de s'essouffler, ont tenu de mars à mai, et du 6 mai au 13 mai. Et le 13 mai a redonné le moral à l'ensemble du monde du travail. Le 19 mai, la grève s'est étendue aux hôpitaux, aux DDE, aux impôts... Les banderoles du secteur privé se sont encore multipliées lors des manifestations de province. Et la journée du dimanche 25 mai s'annonce sans précédent, secteur public et privé réunis. On verra le 26 si le mouvement s'étend, y compris au privé, même si les syndicats des cheminots et du métro ont reporté la grève au 3 juin.

La grève n'est pas encore générale, loin de là. Mais la journée de dimanche prochain peut la mettre à l'ordre du jour. Si elle devient effective, elle aura également un atout inédit : le mouvement, sans avoir démarré de façon explosive, se sera progressivement construit à partir de minorités actives de la base, à l'Éducation nationale comme dans les autres secteurs. Le contrôle de la direction de la grève par les grévistes eux-mêmes sera alors également à l'ordre du jour. Le gouvernement aura alors bien du mal à trouver des bouées de sauvetage.

Le 20 mai 2003

Huguette CHEVIREAU

Convergences Révolutionnaires n° 27 (mai-juin 2003), bimestriel édité par la Fraction

- Un dossier sur l'industrie de guerre et le trafic d'armes à l'heure de la mondialisation.
- Éditorial : « Pour que la rue gouverne »
- Des articles : Sur les grèves de l'Éducation nationale, le 32^e congrès du PCF, les Sans-papiers ou la drôle de « victoire de la démocratie contre Le Pen », l'individualisation des salaires et leur régression, la situation du capitalisme américain, l'enjeu du pétrole en Algérie, la rage des sidérurgistes en Belgique.

Pour se procurer ce numéro, 1,5 €, ou s'abonner (1 an : 9 €, de soutien : 15 €) écrire à :

LO, pour la Fraction, BP 233 - 75865 Paris Cedex 18 ou
Les Amis de convergences, BP 128 - 75921 Paris Cedex 19
Sur le Net : <http://www.convergencesrevolutionnaires.org>

Leur société

LE CONGRÈS DU PS : CAUSE TOUJOURS !

Le congrès du PS, tout comme ceux des grands partis, tient plus du spectacle que d'un débat d'idées. Celui de Dijon n'a pas failli à la règle. Les vedettes se sont succédé à la tribune, sans surprise. Les opposants à François Hollande se sont, comme il se doit, opposés, respectueusement, pour ne pas faire désordre, uniquement pour qu'on n'oublie pas qu'ils existent, eux et leurs ambitions, aussi bien ceux qui sont classés à droite, comme Fabius, que ceux qui se disent à sa gauche, comme Mélanchon, Emmanuelli.

Les rares coups de théâtre ont servi à masquer le vide du débat. Ils se sont résumés à la visite du secrétaire de la CGT, Bernard Thibault, et à l'intronisation à la direction du PS du secrétaire de SOS-Racisme, Malek Boutih, censé représenter l'accession de la génération beur des banlieues aux responsabilités à la direction d'un grand parti politique. On a d'ailleurs appris à cette occasion que le nouveau promu avait sa carte du PS depuis 1986, qu'il aurait pu devenir ministre dans le gouvernement Raffarin si ce dernier l'avait sollicité, et qu'il était de la cohorte des accompagnateurs de Chirac lors de son voyage en Algérie. Plus qu'un symbole !

Quant à la visite de Bernard Thibault, au nom de la CGT, elle aurait permis au congrès, a-t-on dit, de se sentir un peu plus en communion avec le mouvement populaire, par délégation, en quelque sorte, et de trouver ainsi un artifice médiatique pour se raccrocher au mouvement qui se développe contre les réformes du gouvernement Chirac-Raffarin-Fillon. Outre le fait que Bernard Thibault n'est pas vraiment le fer de lance de ce mouvement, les dirigeants du PS se sont réveillés bien tard sur cette question, et timidement. On les entend aujourd'hui réclamer le retrait du projet Fillon, pas pour que l'on en revienne aux 37 ans et demi de cotisation pour tous, comme le réclament nombre de grévistes (d'ailleurs ils n'ont rien fait, lorsqu'ils étaient majoritaires, pour revenir sur les mesures Balladur contre la retraite des salariés du privé), mais pour que l'on entame de nouvelles discussions pour réformer les retraites, se gardant bien de préciser ce qu'ils proposent, et qui n'est certainement pas ce que souhaitent les manifestants. Heureusement que le personnel de l'Éducation nationale et les salariés dans leur ensemble ne les ont pas attendus pour

dire dans la rue ce qu'ils pensent de ce gouvernement et de ses projets.

Reconnaissons toutefois que les dirigeants du PS ne sont pas toujours à la traîne. Jospin n'avait-il pas, en commun avec Chirac, à Barcelone, il y a tout juste un an, signé un texte dans lequel tous deux se prononçaient pour le recul de l'âge de la retraite jusqu'à 65 ans ? Et les Strauss-Kahn, les Fabius et autres Rocard ont su préparer, lorsqu'ils étaient au gouvernement, les mesures que la droite réalise.

D'ailleurs les représentants de la droite ne se privent pas, non sans malice, de répondre aux dirigeants socialistes qu'ils ne font aujourd'hui que mettre en œuvre les dossiers préparés par le gouvernement Jospin. Il n'est pas étonnant que, dans un sondage réalisé pour l'émission de Christine Ockrent France-Europe Express, qui recevait Strauss-Kahn, près de 50 % des sondés aient répondu qu'ils ne pensaient pas qu'en matière de retraite la gauche aurait fait différemment de la droite.

En dehors de ces effets de mise en scène, il n'y a pas grand-chose à retenir de ce congrès. D'une part il ne s'y est rien dit d'essentiel, sinon que le PS s'affichait comme « réformiste » - quelle surprise ! -, « de gauche », a-t-il ajouté. Le mot, et le PS y a amplement contribué, s'est depuis longtemps démonétisé. D'autre part les déclarations de congrès, en particulier quand les socialistes sont dans l'opposition, n'ont jamais valeur d'engagement. On en a fait l'expérience, maintes fois renouvelée, et qui le serait une nouvelle fois si on refaisait confiance à ces gens-là pour changer le sort de la population laborieuse. Car le catalogue de leurs promesses est aussi long que celui de leurs reniements

Jean-Pierre VIAL

RÉUNION PUBLIQUE de LUTTE OUVRIÈRE

CRÉTEIL (Val-de-Marne)

Vendredi 23 mai à 20 h 30

Maison de quartier du Port
17, mail Salzgitter (angle Bd J.-Baptiste-Oudry)

Avec

Daniel GENDRE
Conseiller municipal

SNCF

CONTRE LE PROJET FILLON-RAFFARIN,

LA LUTTE RESTE À L'ORDRE DU JOUR

L'élan donné par le succès de la manifestation du 13 mai, l'évidence, criante aux yeux de tant de cheminots, qu'au lendemain du 13 il était possible et même nécessaire de continuer si l'on voulait vraiment faire reculer Fillon et Raffarin, se sont heurtés à l'opposition des directions syndicales qui, mis à part Sud-Rail et FO, très minoritaires, n'avaient pas déposé de préavis général de grève. La direction de la CFDT cachait mal son impatience à signer l'accord avec Fillon et n'avait aucune intention d'aider les cheminots à exprimer leur hostilité à la réforme. Quant à la CGT, elle avait annoncé son programme de journées d'action (le 13 mai, puis le 25, puis le 3 juin) et entendait s'y tenir, même si les travailleurs exprimaient une autre façon de voir les choses en voulant continuer après le 13 mai.

Cette politique a laissé bien des cheminots désemparés et, du coup, hésitant à poursuivre contre la prise de position de l'appareil CGT. Car, dans de nombreux ateliers et secteurs, les responsables CGT militaient contre la grève et affichaient leur opposition par des tracts et des déclarations lors des assemblées de travailleurs. Le 14 mai et plus encore le 15 mai, les responsables CGT énuméraient les secteurs qui reprenaient – ou plutôt qu'ils avaient fait reprendre – pour inciter ceux qui voulaient continuer à retourner au travail. Ils argumentaient en constatant que, puisqu'il n'y avait pas de grève générale de la fonction publique et du privé, il était vain de poursuivre la grève. L'idée, pourtant présente dans beaucoup d'esprits, qu'il faut bien que la grève commence quelque part avant de s'étendre était écartée d'emblée.

Bien des militants et sympathisants CGT n'acceptèrent pas cette façon de voir et le firent comprendre, parfois très vertement, à leurs dirigeants. Mais l'attitude des responsables du syndicat majoritaire à la SNCF a considérablement pesé pour que ce qui avait été perçu comme possible avec le 13 mai tourne court. Du moins

dans l'immédiat.

Cependant, et même si les cheminots ont repris le travail, il y a longtemps qu'un tel climat de discussions sur la lutte à mener n'a pas régné parmi eux, en particulier parmi les plus jeunes. Les discussions sont nombreuses entre militants syndicaux et travailleurs, comme entre travailleurs, sur la politique des directions syndicales et sur celle du gouvernement, sur l'ampleur du mouvement dans l'Éducation nationale et l'opportunité de le rejoindre dans la grève, sur la nécessité de s'organiser pour lutter sans, voire contre ces directions syndicales qui montrent qu'elles ne veulent pas d'un mouvement d'ensemble. L'idée qu'une grève a besoin du soutien et de la participation

de tous pour être la plus forte ; celle que, sans démocratie véritable, sans respect des décisions prises dans les assemblées, l'unité nécessaire pour aller au bout des possibilités ne peut exister : tout cela est largement discuté parmi les cheminots. Et c'est un gage pour l'avenir.

Les fédérations de cheminots CGT, CFDT, FO, CFTC, Sud-Rail, UNSA (autonomes), FGAAC (syndicat des agents de conduite) se sont rencontrées au soir du mardi 20 mai pour « mettre en débat dans leurs instances respectives le principe d'une grève reconductible après le 25 mai ». Il est difficile d'être plus prudent ou plus timoré dans la formulation. Finalement, Sud-Rail a décidé de déposer pour le lundi

26 mai, non un préavis national, mais des préavis de grève par régions (c'est du moins le cas pour la région Nord de Paris). Mais comme on pouvait s'y attendre, les autres fédérations et en particulier la plus influente d'entre elles, la CGT, n'appellent à rien du tout pour le 26. En revanche, toutes les fédérations se sont ralliées à l'échéance fixée depuis longtemps par la CGT, celle du 3 juin, en espérant peut-être que, d'ici là, le personnel de l'Éducation nationale ne sera plus en grève... La CGT reste décidée à s'en tenir à son programme de manifestation le 25, importante mais sans suite immédiate, et d'appel à la grève le 3 juin, comme cela a été décidé par la confédération. Une fois de plus, l'intervalle entre deux

rendez-vous dans la rue et dans la grève ne sera pas utilisé par la CGT pour renforcer la mobilisation, mais relève plutôt d'une tactique dilatoire visant à faire retomber, avant le rendez-vous suivant, le climat qui se serait un peu trop réchauffé à son goût.

Cette tactique de diversion réussira-t-elle ? La journée du 13 mai a incontestablement changé l'état d'esprit de l'ensemble des travailleurs du rail. Et il faut espérer que ceux-ci se saisiront de toutes les opportunités offertes pour se retrouver dans la rue, dans la grève, pour dire « non » au projet Fillon-Raffarin de casser leurs retraites. Comme beaucoup le pensent, et le disent, « c'est le moment ou jamais ».

Lucienne PLAIN

Paris-gare du Nord

Mardi 13 mai, à la gare du Nord, il y avait 66 % de grévistes sur la gare et même 90 % sur la banlieue. Le lendemain, mercredi 14, les syndicats CGT et FO avaient déposé un préavis reconductible et appelaient à continuer. Dès la prise de service à 6 h, beaucoup se joignaient à la grève. A l'assemblée générale inter-services, 250 personnes votaient à l'unanimité la reconduction de la grève.

Jeudi 15, encore 200 personnes étaient présentes à l'AG inter-services. Mais le responsable du secteur CGT énuméra les endroits où le travail aurait repris, reprenant les chiffres fantaisistes de la direction (3 % de grévistes) et se contentait d'appeler au 25. Plusieurs militants CGT appelaient au contraire à continuer, ainsi que FO, et fixaient le cap du 19 mai. Chez les mécanos et les contrôleurs, la reprise du travail était décidée. Mais elle continuait sur la gare, à l'équipement ainsi qu'à Mitry où les mécanos étaient toujours en grève à 100 %. Sur la gare

l'après-midi, 40 grévistes faisaient fermer les guichets de vente les plus importants et convainquaient des collègues de les rejoindre dans la grève.

Vendredi 16, à l'AG des agents de la gare, la grève était revotée jusqu'au lundi. Les mécanos de Mitry décidaient eux de reprendre le lendemain. Lundi 19, l'AG de la gare déci-

dait d'aller à la manifestation et de reprendre le travail le lendemain.

Si on compare avec 1995, il semble à tous que, si la direction de la CGT avait fait le choix d'appeler à reconduire dès le 13 mai et à étendre la grève, celle-ci aurait connu le même succès qu'en 1995. D'ailleurs, les

pourcentages de grévistes et la participation aux assemblées, en particulier chez les sédentaires, étaient plus importants qu'en 1995.

Mais pour tous, rien n'est perdu. Aucun ne regrette ces sept jours de grève et nous sommes prêts à repartir dès que possible, jusqu'au retrait du plan Fillon.

Ateliers de maintenance TGV Nord du Landy (Seine-Saint-Denis)

Bien avant le 13 mai, les syndicats CGT et FO de l'atelier avaient milité pour la grève reconductible à partir du 14. Le 13 mai il y avait 75 % de grévistes. Le 14 mai, les 150 cheminots présents votaient la grève, tous les syndicats poussant dans ce sens. Des cheminots, des chefs n'ayant jamais fait grève étaient grévistes. Les ateliers étaient vides.

Le 15 mai, 200 personnes assistaient à l'AG, mais 50 en bleu de travail. La grève fut revotée par 150 personnes, mais avec 4 votes contre et 3 abstentions de la part de certains militants CGT qui se firent conspuer en s'opposant à la grève.

Le 16 mai, seulement 70 personnes étaient à l'AG. Le secrétaire CGT déclara : « On va droit au mur, seule-

ment 3 % de grévistes dans le pays ». Le vote donna 20 pour continuer la grève, 27 abstentions. C'était la reprise.

Pour autant, il n'y a jamais eu une telle grève au Landy, de telles assemblées, y compris en 1995, où la grève était minoritaire. L'ambiance reste à repartir dès que possible et pas du tout à la démoralisation.

Réseau Paris-Sud-Ouest

Sur les secteurs de Paris-Austerlitz, où une bonne centaine de grévistes, agents de conduite, contrôleurs, sédentaires travaillant dans les ateliers du dépôt et aux ateliers de Masséna, étaient décidés, même minoritaires, à militer pour que la grève s'étende, les responsables de la CGT ont joué sans vergogne les cana-

dais. Le 15 mai, une cinquantaine d'entre eux quittaient sous les huées l'assemblée des cheminots, après s'être opposés à ce qu'un enseignant CGT prenne la parole et après avoir déclaré : « Nous sommes pour arrêter la grève et avons donc décidé de nous retirer du mouvement ». Même si cette démonstration avait jeté un froid, 127 travailleurs se prononçaient pour la reconduction de

la grève (8 contre et 7 abstentions) et décidaient de mettre sur pied un comité de grève. Deux syndiqués CGT prenaient la parole pour désavouer l'attitude de leurs dirigeants. Des invectives étaient échangées à l'intérieur de la CGT, entre ceux qui suivaient l'appareil et les partisans de la grève.

Dans les jours qui ont suivi et malgré leur dynamisme, les

grévistes n'ont pas réussi à entraîner un nombre significatif de travailleurs, malgré la sympathie qu'ils rencontraient lors de leurs visites à d'autres secteurs. Après la participation à la manifestation du 19 mai, ils ont décidé d'arrêter... pour rebondir dès que possible, à commencer par le 25 mai.

Correspondant LO

Le mouvement s'étend dans l'Éducation

LES MANIFESTATIONS DU 19 MAI

Dans toutes les villes, les plus importantes comme Lyon, Toulouse, Bordeaux, Grenoble, Caen, Rouen, Rennes, Lille, pour ne citer que celles-là, la journée du 19 mai a été marquée par des manifestations rassemblant des milliers et des milliers de personnes, voire plusieurs dizaines de milliers à Grenoble, Toulouse, Marseille.

Des enseignants, mais aussi des travailleurs du secteur public et des délégations du secteur privé ont formé des cortèges nombreux et dynamiques. Les villes de moindre taille n'ont pas été en reste : 3 000 manifestants, à Boulogne, Dunkerque et Angers ; 8 000 à Tarbes où une partie du cortège était constituée de manifestants de l'industrie, dont Alstom ou GIAT menacés par des plans, dits « sociaux », massifs. Il y avait aussi 5 000 manifestants à Carcassonne, 4 000 à Annecy, 10 000 à Agen. Et l'on n'en finirait pas de citer de nombreuses villes plus petites où le 19 a été l'occasion de montrer la volonté d'obliger le gouvernement à remettre au placard sa réforme sur la décentralisation et ses attaques sur les retraites.

Depuis, assemblées générales, manifestations, grèves se multiplient. Les menaces de sanction contre les enseignants qui ne feraient pas passer les examens n'ont pas de réel effet contre les enseignants. À Toulouse, à l'Université du Mirail, le conseil d'administration a voté le report des examens.

Dans quelques universités, comme à Toulouse, des étudiants se mettent dans le mouvement aux côtés des enseignants.

C'est dire qu'à l'échelle du pays le mouvement s'étend. Tout permet de penser que la journée du 25 mai sera un immense succès. Un succès qui peut servir de tremplin à une lutte d'ensemble pour faire reculer le gouvernement.

À Marseille

Les enseignants formaient la grande majorité du cortège, très animé et déterminé. De très nombreux collèges, lycées, écoles de tout le département avaient fait leur banderole, avec pancartes et slogans pour illustrer leur volonté de ne pas travailler plus et de s'allier au privé contre le projet Fillon-Raffarin.

Au Vieux Port, les manifestants attendant la suite du cortège, acclamèrent FO au chant de l'*Internationale*, puis la CFDT, aux cris de « *Tous ensemble* », dont un des slogans était : « *Chère que, si tu savais, ta signature où on s'la met* »... et « *Chère que, démission* ». Les dizaines de manifestants du Parti Socialiste furent, quant à eux, hués.

Au total, 20 000 personnes manifestèrent. Quelques entreprises du privé étaient présentes, telles Eurocopter et Pechiney. La RTM en grève avait bloqué le métro et les bus (la grève se poursuivait mardi 20 mai).

Il avait fallu pousser les responsables CGT pour qu'ils finissent par appeler, au moins



formellement, à cette manifestation et à la grève ; la plupart du temps, ils arguaient qu'il n'y avait pas moyen de louer des cars pour venir à Marseille, alors qu'à Martigues les manifestants venus en nombre n'eurent aucun problème pour trouver des cars.

Quant aux enseignants, la mobilisation continue. Des assemblées générales par quartiers se sont réunies, regroupant chacune un certain nombre d'établissements et des actions ont été prévues pour les jours à venir.

À Toulouse

La manifestation regroupa également 20 000 personnes environ. Le personnel de l'Éducation nationale formait une bonne moitié des manifestants. Mais il y avait aussi des cortèges conséquents des hôpitaux, de La

Poste, de l'Équipement, des employés communaux, des Télécoms, des Finances, de la SNCF...

À cela, il faut ajouter la présence de travailleurs d'entreprises du privé (Motorola, Microturbo et Siemens)

Le jour même, à l'assemblée générale des grévistes de l'Éducation nationale, la grève reconductible, qui avait gagné de nouveaux soutiens, a été revotée jusqu'au lundi 26 mai inclus par 639 voix, 1 voix contre et 13 abstentions.

À Nantes

La manifestation du matin a regroupé une dizaine de milliers de participants. En tête de la manifestation, dont il formait plus de la moitié, se trouvait le personnel de l'Éducation nationale. Son cortège, dynamique et coloré, disait avec beaucoup de

banderoles, de pancartes et d'humour tout le mal qu'il pensait de la décentralisation, des suppressions des surveillants et de la « réforme » des retraites.

Venaient ensuite des travailleurs de La Poste, des Télécoms, des Impôts, de la Sécurité sociale, des services publics territoriaux. Des entreprises privées fermaient le cortège dont Airbus (ex-SNIAS), Waterman, la BN (agro-alimentaire), pour ne citer que les plus importants, ainsi que les arsenaux.

L'après-midi, une assemblée générale des grévistes de l'Éducation nationale s'est tenue dans un amphithéâtre universitaire archi-comble, regroupant plus de 1200 personnes (une précédente assemblée générale de 800 grévistes avait déjà voté la grève reconductible jusqu'au 24 mai), pour décider des actions à mener dans les jours suivants.

C'EST LE GOUVERNEMENT QUI PREND LES ÉLÈVES EN OTAGES

Après le succès de la journée du 13 mai, partout dans le pays le mouvement s'est développé dans l'Éducation nationale. De nouveaux collèges, lycées et écoles s'y sont mis, dans des communes et des villes où le mouvement n'existait pas jusque-là, rejoignant ceux qui sont en grève depuis parfois fin mars. Un peu partout, de nouvelles manifestations ont eu lieu le 15 mai. Par exemple, à Paris, 7 000 manifestants se sont retrouvés dans un cortège enthousiaste et dynamique. De nouveau, le lundi 19 mai, dans le cadre de la journée de grève appelée pour l'ensemble de la fonction publique, la grève et les manifestations ont été, une fois de plus, un succès. Ainsi, les manifestations ont encore ras-

semblé entre 450 000 et 800 000 manifestants dans tout le pays.

Le gouvernement, bousculé par le développement de la grève dans l'Éducation, tente de la discréditer en orchestrant une campagne, relayée par la presse, accusant les enseignants de prendre les élèves en otages. Mais qui prend les jeunes en otages, sinon le gouvernement ? Il a choisi le moment pour s'attaquer à l'Éducation et aux salariés en général, en voulant boucler ses projets en juillet, espérant qu'ils passeraient en douce pendant les congés. C'est ce gouvernement qui sacrifie l'Éducation en supprimant des milliers d'emplois, 20 000 aides éducateurs et près de 6 000 surveillants, soit 26 000 postes qui ne seraient

remplacés que par 16 000 assistants d'éducation, moins payés et travaillant plus.

C'est ce gouvernement qui a décidé cette décentralisation qui va aboutir à l'exclusion de 110 000 emplois de l'Éducation nationale : agents de service, assistantes sociales, médecins scolaires et conseillers d'orientation, pour les mettre à la disposition des conseils régionaux et généraux. Ces 110 000 emplois feront cruellement défaut dans les établissements où pourtant ils sont déjà en nombre insuffisant.

Le lundi 19 mai, un représentant de l'UMP, regrettait que son gouvernement ait « trop chargé la barque ». Effectivement, le gouvernement a trop chargé la barque et il a eu pour réponse l'extension

de la grève reconductible. Il n'a à s'en prendre qu'à lui-même.

Devant la mobilisation montante, Raffarin a essayé d'envoyer Ferry discuter avec les syndicats le 20 mai, afin de voir si cela ne pourrait pas éteindre l'incendie. L'assemblée des établissements et des écoles en lutte de l'Ile-de-France a, du coup, décidé d'envoyer une délégation d'observateurs pour entendre ce qui se discutait entre les représentants syndicaux et le ministre, et pour réaffirmer qu'il n'y a rien à négocier, sauf le retrait des mesures de Fillon et de Raffarin. La délégation s'est donc retrouvée devant le ministère, accompagnée d'une centaine d'enseignants grévistes. Elle est restée à la porte mais elle a pu se faire

entendre en « mettant de l'ambiance » rue de Grenelle.

Bien des grévistes sentent qu'il faut rester d'autant plus mobilisés que la position des directions syndicales n'est pas ferme, c'est le moins que l'on puisse dire. Certaines déclarations de représentants de la FSU, le mardi 20 mai au matin, avaient de quoi alimenter la méfiance. Maintenant plus que jamais, il faut de la détermination. Les différentes assemblées générales départementales, celle de la région parisienne comme celle de la coordination nationale, ont réaffirmé leur volonté d'agir pour l'extension et la généralisation de la grève reconductible dans l'Éducation nationale.

Aline RETESSE

nationale

LES PERSONNELS EN GRÈVE CONTRE LE DÉMANTÈLEMENT DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Le projet de régionalisation et l'ensemble des mesures envisagées dans l'Education nationale constituent de véritables attaques contre les personnels de ce service public et contre la population.

La régionalisation n'est pas une vague menace qui planerait sur l'avenir, car on ne sait pas comment les Régions financeront le fonctionnement futur, alors que l'État se désengage. C'est une attaque car les décisions sont d'ores et déjà lourdes de conséquences.

La mise au chômage de 20 000 aide-éducateurs aura lieu dès juin 2003. Or, ils assurent les activités (informatique...), les sorties, l'aide aux devoirs...

La suppression du corps des étudiants surveillants dans les collèges et les lycées revient à supprimer les moyens de financer les études des jeunes de milieu modeste.

Le transfert de 110 000 personnels aux collectivités locales dès la rentrée prochaine se traduira par la remise en cause de

nombreux services.

Ainsi, les conseillers d'orientation psychologues, dont le rôle est d'assurer le suivi des élèves durant toute leur scolarité - seront à l'avenir chargés de l'insertion et de la réorientation professionnelle de toute la population d'une région, par conséquent ils n'auront plus de temps à consacrer aux établissements scolaires. De plus, la disparition des services académiques de l'ONISEP qui produisent et distribuent gratuitement à chaque élève des revues d'information (après le bac, après la 3^e, après le BEP...) entraînera un coût pour l'orientation et l'information. Faudra-t-il donc avoir les moyens pour se faire bien orienter ?

Les assistantes sociales sont dans le même cas et n'assureront plus leur mission au sein de l'établissement. Les problèmes dépités par les enseignants étaient traités à ce jour en urgence grâce au contact quotidien ; qu'en sera-t-il demain ?

Les médecins scolaires



seront en mission dans les centres de Protection Maternelle et Infantile, donc absents des établissements scolaires. Le progrès social que représentaient les bilans de santé gratuits pour tous les élèves est donc annulé. Les bilans seront dorénavant assurés par des médecins libéraux. Faudra-t-il donc en avoir les moyens pour bien se faire soigner ?

Les personnels d'entretien, désormais employés par le Conseil général, ne seront plus présents en permanence dans les établissements : pourront-ils contribuer au bien-être des enfants, dans des locaux propres ? Les services de restauration privatisés garantiront-ils des repas sains et équilibrés à des prix abordables pour toutes les familles ?

Par ailleurs :

- le non-remplacement de tous les départs à la retraite va entraîner des difficultés supplémentaires pour remplacer un enseignant absent.

- la mise en réseau des écoles au niveau de l'intercommunalité permettra de réduire le nombre de classes. Un inspecteur d'académie vient de déclarer : « Il faut repenser l'organisation de l'école, il n'est plus possible d'avoir pour chaque commune son école... En France les écoles sont trop éparpillées ».

- la scolarisation en maternelle sera freinée en favorisant l'accueil des enfants en crèche (payante) jusqu'à 4 ans dans le but principal de supprimer le 1^{er} cycle (petite et moyenne section de maternelle).

- le contrôle de la formation professionnelle va être donné aux Régions, ce qui préfigure la disparition des diplômes professionnels nationaux. Aura-t-on alors le même BEP électrotechnique à Lille et à Marseille ?

Et d'autres attaques suivront.

Ces mesures, lourdes de conséquences ne sont pas acceptables et c'est pourquoi les personnels de l'Education nationale qui depuis des semaines font des grèves et des manifestations pour faire reculer le gouvernement et abroger cette réforme, se battent pour l'intérêt de toute la société et en particulier celui de toutes les familles des classes populaires qui seront les premières à subir les conséquences de cette remise en cause de l'école publique et laïque.

COURAGE, FUYONS !

En tournée dans le Sud-Ouest, Luc Ferry avait prévu de parader en Corrèze après s'être rendu à Rodez. La réaction des enseignants de la région, qui se sont servis de son livre pour s'entraîner au lancement de pavés, lui a fait réviser ses conceptions philosophiques : il est plus confortable, pour un ministre, de défendre son projet de réformes à l'abri dans son bureau qu'au contact de ceux qu'il entend convaincre.

Du coup, il a annulé son voyage en Corrèze, tout comme son adjoint, Darcos, ne s'est pas montré dans sa région de Périgueux. Officiellement, ils étaient convoqués par Raffarin à une réunion où leur présence était indispensable...

LA GRÈVE ? C'EST PLUS QUE LÉGITIME, C'EST UNE NÉCESSITÉ

Dans les informations sur les grèves, à la télévision, dans la presse, on tombe presque toujours sur des commentaires d'usagers importunés ou en colère, qui occupent souvent l'antenne, bien plus que des grévistes expliquant les raisons de leur grève, moyen pour les commentateurs de faire dire aux usagers ce qu'ils n'osent pas dire eux-mêmes.

Il est vrai que la grève gêne des usagers, mais quand ceux-ci appartiennent aussi au monde du travail, ou s'en montrent solidaires, il n'est pas difficile de comprendre que se décider à faire grève n'est pas un geste désinvolte. C'est une façon de dire ce qu'on pense, de contester. Quelle autre façon les travailleurs ont-ils pour s'exprimer, résister et imposer des revendications légitimes ?

Dans la foulée de Raffarin qui voudrait refuser le pouvoir de la rue, il est reproché aux grévistes et aux manifestants de remettre en cause la légitimité des « élus du peuple ». Comme si voter aux élections législatives ou présidentielles avait plus d'importance que de faire grève et de manifester. C'est le contraire. Voter, c'est mettre un bulletin dans l'urne, un dimanche, sans autre implication que de se rendre au bureau de vote. Faire grève, c'est autrement coûteux et risqué. Les salariés, qui font ce choix, ne l'ignorent pas. A la radio, un journaliste et un sociologue ont laissé sans démenti l'intervention d'un auditeur qui prétendait que dans la fonction publique les grévistes étaient payés, ce qui est un mensonge, puisque, comme pour le secteur privé,

c'est seulement le rapport de forces qui détermine le résultat de la grève, y compris le paiement de ces jours.

Faire grève, c'est accepter un sacrifice financier immédiat pour préserver l'avenir de ses proches, de ses collègues, des autres travailleurs, même si, dans certaines circonstances, comme actuellement les sec-teurs qui sont assujettis aux régimes spéciaux et ne sont pas immédiatement concernés par la réforme des retraites l'on n'est pas touché directement soi-même. Le gouvernement n'avait pas prévu que ces travailleurs des services publics puissent se mettre en grève : il avait sans doute fini par croire sa propagande condamnant le corporatisme. Il n'imaginait pas que la solidarité ouvrière existe, et que ces salariés ne sont pas

assez naïfs pour ignorer qu'ils seront les futures victimes.

Les enseignants ne pouvaient ignorer que leur grève démarrerait dans une période difficile, proche des examens. Mais ce ne sont pas des intérêts corporatistes qui les ont décidés à déclencher un mouvement qui a fait tâche d'huile, mais bien le fait qu'il n'y a pas d'autre choix pour empêcher la lourde dégradation annoncée sous couvert de décentralisation.

Chirac, Raffarin, Fillon et autres voudraient que les travailleurs se taisent, sous prétexte que des élections, avec de surcroît un mode de scrutin particulièrement inique, les ont placés là où ils sont pour cinq ans. Ils se trompent : les travailleurs ne sont pas prêts à les laisser faire sans réagir.

Jean SANDAY

RATP

UNE PREMIÈRE ESCARMOUCHE ?

Le mouvement de grève dans le métro s'est arrêté, après avoir commencé de manière particulièrement importante le 13 mai avec 95 % de grévistes à la conduite et environ 70 % de grévistes parmi les agents des stations. Il y a eu partout, dans chaque terminus de métro, au moins deux par ligne, des assemblées générales, comme cela avait été le cas en 1995. Les syndicats CGT et SAT (autonomes), les deux plus importants du métro, appelaient à ces assemblées, pour décider de la suite à donner au 13 mai. A ce moment-là il semblait bien que la CGT était favorable à la continuation du mouvement. Dans ces assemblées se sont donc retrouvés en fonction de l'importance des terminus entre 30,40, et 60 grévistes ou même beaucoup plus comme sur le RER B.

La direction prétendait, dans une note, que notre régime spécial ne serait pas concerné par la réforme des retraites, mais quelques lignes après, elle indiquait que des négociations auraient lieu vers la fin de l'année, concernant notre régime spécial justement. Alors personne n'était dupe sur

les intentions de la direction et du gouvernement. Il s'agissait de séparer les grévistes, attaquer les uns, puis après les autres. Bref, de nous diviser, pour mieux imposer une politique que personne ne voulait.

Le mercredi 14 mai, le mouvement restait très fort sur toutes les lignes du métro, le RER B étant fermé, et le RER A très perturbé. Mais dans les assemblées générales beaucoup de questions revenaient sur les tactiques syndicales, particulièrement celles de la CGT. En effet, les déclarations de Bernard Thibault appelant imperturbablement à la manifestation du 25 mai, sans soutenir clairement la grève reconductible, faisaient dire à des grévistes que la CGT ne soutenait pas cette grève.

D'autre part, le fait que des syndicats comme la CGT n'aient pas déposé de préavis de grève reconductible montrait qu'ils n'avaient pas vraiment envie de cette grève.

Au métro, la CGT ne s'est pas opposée de front à la grève. Cependant le mouvement a été laissé à lui-même, sans direction, sans perspective. Il n'y a eu aucune proposition d'action commune, aucune étape pro-

posée aux grévistes. Il a suffi qu'un gréviste de Bobigny lance l'idée d'un rassemblement des grévistes à la maison de la RATP, et de quelques coups de téléphone pour confirmer cette proposition, pour que l'idée ait un certain impact. Cependant le climat était déjà à la fin de grève, et ce d'autant qu'à la SNCF la grève s'épuisait sous la pression de l'appareil de la CGT qui, là, militait ouvertement pour son arrêt. Le jeudi 16 mai, il n'y avait plus qu'une centaine de grévistes à se rassembler.

Conformément à ce que veut la confédération, le prochain mot d'ordre de grève, pour la CGT-RATP, ne sera

pas avant le 3 juin. Les autres syndicats n'apparaissant d'ailleurs pas plus pressés d'en découdre.

La situation a été identique chez les conducteurs de bus.

Il reste à souhaiter que, dans les prochains mouvements, les grévistes soient capables de s'organiser démocratiquement, pour aller jusqu'au bout de leur mouvement, en fonction de leurs intérêts et non en fonction des calculs de boutique des différents syndicats. Et cela est d'autant plus important qu'à la RATP comme ailleurs, rien n'est fini.

Correspondant LO

Des conducteurs ont calculé ce que leur ferait perdre le projet Raffarin-Fillon, appliqué à la RATP. Ainsi, un conducteur entré à 23 ans en 1990 pourrait partir en retraite en 2017 à 50 ans avec 33 annuités (27 ans plus 5 ans de bonification, plus un an d'armée). Sa pension serait alors de 1 490 euros (9 768 francs). Avec le projet, en partant dans les mêmes conditions, sa pension serait alors de 926 euros (6 073 francs). On comprend que le projet aura du mal à passer...



Des travailleurs de la RATP lors du mouvement de décembre 1995.

Alstom LA DIRECTION FAIT DE LA SURENCHÈRE

Lundi 19 mai, se tenait au siège d'Alstom Power (division énergie) à Levallois, une réunion du bureau du comité de groupe France, concernant les restructurations au sein d'Alstom. Le plan annoncé le 12 mars et qui prévoyait déjà 620 suppressions d'emplois en France est revu à la hausse et c'est environ 1150 licenciements qui toucheraient les usines du pays.

Belfort déjà lourdement touché par les précédents plans dits « sociaux », serait à nouveau frappé de 600 suppressions d'emplois ; il y en aurait 300 à La Courneuve, un peu plus d'une centaine à Saint-Ouen ; d'autres à Saint-Priest, à Grenoble chez Neyrpic, au siège social de Levallois... Et tout cela sans compter tous les secteurs qu'Alstom vend pour tenter de redresser sa situation financière, vente qui se traduira sans doute encore par des suppressions d'emplois : les acheteurs produisant dans des secteurs identiques ne garderont pas les « doublons ».

Parmi les sites touchés,

Rateau à La Courneuve est donc sur la sellette. La direction a programmé 300 licenciements sur les 500 que nous sommes, soit la fermeture des ateliers et la suppression des emplois de bureau liés à la fabrication et l'étude des machines neuves (turbines).

De l'usine, nous sommes partis à 150 le 19 mai à Levallois pour manifester contre le plan de licenciements de P. Kron, le nouveau PDG d'Alstom. Et, fait plus remarquable et qui témoigne bien de l'inquiétude au sein de l'entreprise, une vingtaine d'ingénieurs étaient de la partie.

C'est aux cris de « Non aux licenciements » et « Kron voyou, Bilger bandit » (ce dernier, ancien PDG du groupe, vient en effet d'être mis en examen pour abus de biens sociaux au profit de l'entourage de Pasqua) que nous avons manifesté.

Une manifestation européenne est prévue le 5 juin prochain à Paris par les organisations syndicales du groupe. Cela peut être une étape importante vers une lutte tous ensemble pour faire échec aux plans de Kron.

Correspondant LO

Kurdes de Bordeaux : CONVOI VERS LA PRÉFECTURE

Vendredi 16 mai, les 80 Kurdes originaires de Turquie qui poursuivent leur grève de la faim dans l'ancienne gendarmerie de Mérignac pour réclamer le droit d'asile politique en étaient à leur trentième jour sans s'alimenter.

21 grévistes de la faim n'avaient jamais déposé de dossier de régularisation auparavant. Certains d'entre eux avaient tenté de le faire, mais s'étaient découragés après avoir été renvoyés de bureau en bureau, entre les services de la préfecture et ceux de la Police de l'Air et des Frontières.

Pour pouvoir déposer un dossier d'asile politique auprès de l'Office de Protection des Réfugiés et Apatrides (OFPRA) à Paris, des imprimés doivent être délivrés par les préfectures, après prise des empreintes, photographies des demandeurs... Si la

préfecture de la Gironde a fini par délivrer les imprimés nécessaires à ceux qui avaient déjà fait une première demande, par contre elle était intransigeante pour les 21 qui n'avaient jamais fait de demande. Pas question de donner les imprimés à un tiers ou de déplacer un représentant de la préfecture sur le lieu de la grève de la faim.

Malgré leur état de faiblesse, les 21 avaient donc prévenu que si la préfecture n'assouplissait pas sa position, ils se rendraient en convoi sanitaire jusqu'à la préfecture pour obtenir ces fameux imprimés, sans interrompre leur grève de la faim. Ce qu'ils ont fait le vendredi 16 mai, dès 9 heures du matin.

Il fallut encore insister fortement pour qu'ils puissent tous entrer dans les locaux préfectoraux. Il fallut aussi protester pour que les servi-

ces qui ferment d'habitude à 13 h 30 restent ouverts jusqu'à ce que la totalité des démarches aient été effectuées, sans avoir à revenir la semaine suivante, comme l'envisageaient les représentants de la préfecture.

Épuisé par l'effort demandé à des personnes qui ne prennent plus que de l'eau, du thé et un peu de sucre depuis un mois, l'un des 21 a fait un malaise et a été évacué par les pompiers, sous le regard des journalistes et devant les caméras de télévision.

Voilà ce que la préfecture de la Gironde a imposé à ces travailleurs kurdes pour leur donner un simple bout de papier qui ne leur permettra que de déposer un dossier auprès de l'OFPRA, qui décidera ensuite, d'accorder ou non l'asile politique.

Martinique et Guadeloupe

UN MÉCONTENTEMENT GRANDISSANT !

En Guadeloupe

Près de 2 000 manifestants se sont regroupés le mardi 13 mai sur la place de l'hôtel de ville de Pointe-à-Pitre, avant de défiler dans les rues de la ville. L'ensemble des syndicats avaient appelé au mouvement, sauf le syndicat nationaliste UGTG. Les enseignants étaient les plus nombreux mais on remarquait aussi des personnels IATOSS, des agents hospitaliers et, en nombre aussi, ceux de La Poste et des Télécoms. La manifestation fut dynamique. Elle fut centrée comme prévu contre le projet de réforme des retraites du gouvernement Raffarin et les conséquences de la décentralisation sur un certain nombre de travailleurs qui seront pénalisés.

Bon nombre de travailleurs qui n'ont pas participé à la manifestation ont quand même

observé la grève. C'est ainsi qu'à France Télécom, il y avait près de 95 % de grévistes. Quant aux établissements scolaires, ils étaient fermés dans leur grande majorité.

Lundi 19 mai, seule la FSU avait appelé à la grève dans les établissements scolaires. C'est donc une minorité d'enseignants, au nombre de 200, qui se sont regroupés devant le rectorat pour montrer leur détermination à combattre les projets Raffarin.

La FSU appelait à poursuivre la grève le mardi 20. Les désaccords se font jour entre les différents syndicats enseignants à l'approche des examens. Une tendance refuse de faire passer les examens, d'autres non.

Mais pour le 26 mai, c'est l'ensemble des syndicats (CTU, CFDT, CGTG, FAEN-SNCL, FSU, FO UNSA, STAA) qui appelle à

une grande journée de grève et de mobilisation dans le public et le privé. Le préavis a été déposé pour une grève reconductible. Des discussions intersyndicales ont lieu. Il en est prévu en particulier avec le syndicat nationaliste, l'UGTG. Ce dernier, sans doute pour préserver sa spécificité de syndicat « guadeloupéen », semble aveuglé par son nationalisme en hésitant à appeler à la lutte en même temps que les syndicats de France.

Les travailleurs, surtout ceux du public et para-public, semblent décidés à se battre, même si pour le moment c'est un « noyau dur » qui maintient la flamme. Il y a cependant çà et là des signes de combativité, même dans le privé. On a vu des employés de certaines compagnies d'assurance qui ne font jamais grève se mettre en grève ce jour-là.

Le mouvement est donc

ascendant dans l'ensemble, et les jours qui viennent pourraient rassembler des travailleurs de plus de secteurs, en plus grand nombre.

En Martinique

Le 13 mai, l'ensemble des centrales syndicales a pu rassembler encore bien plus de monde qu'en Guadeloupe. Plus de trois mille enseignants et travailleurs du public et du privé se sont regroupés et ont défilé dans les rues de Fort-de-France. Les travailleurs de la fonction publique et ceux des collectivités territoriales représentaient le plus grand nombre (la santé, la DDE, les municipaux, les enseignants) mais il y avait aussi les travailleurs des banques, de l'EDF ou de la Sécurité sociale. Dans les services publics, le pourcentage de grévistes a été très important :

80 % à l'EDF, 90 % à La Poste, plus de 70 % dans l'Education nationale. On a pu remarquer un certain nombre de travailleurs du privé, comme ceux du commerce, du bâtiment, de l'agriculture.

Lundi 19 mai, les syndicats enseignants, ceux de la CGTM, FSU, CDMT éducation, FAEN-UNSA (IATOSS) ont fait la grève dans de nombreux établissements scolaires. De nombreux lycées et établissements scolaires ont été bloqués. Par exemple, les lycées d'Acajou et de Petit-Manoir au Lamentin, celui de Rivière-Salée, celui de la Pointe-des-Nègres et de Bellevue à Fort-de-France ont été bloqués. Le mardi 20, c'était au tour du lycée du Lorrain d'être bloqué. Le rectorat a été occupé par les manifestants le 19 et le 20.

L'ensemble des centrales syndicales, dont la CGTM, ont

Île de la Réunion

Le personnel de l'Éducation nationale maintient la pression. Les grévistes ont multiplié les actions depuis le retour des vacances le 15 mai.

Le vendredi 16 mai, plusieurs centaines de grévistes s'étaient donné rendez-vous devant le siège du Medef local.

Ils ont lancé des œufs, de la farine et du papier toilette sur le bâtiment. Il s'agissait de dénoncer le patronat qui dicte sa politique au gouvernement, en particulier sur les retraites.

Le 19 mai, jour de la manifestation nationale de la fonction publique, le rectorat a

UNE MOBILISATION TOUJOURS FORTE

compté 80 % de grévistes. Ce même jour, plus de 15 000 personnes ont à nouveau défilé dans les rues de Saint-Denis. Les enseignants formaient le gros bataillon du cortège. Mais d'autres secteurs étaient aussi présents.

A mi-chemin du défilé, tandis que la tête du cortège se dirigeait vers RFO, la télévision publique, pour dénoncer les commentaires antigrévistés de la rédaction, un groupe d'une centaine de personnes est parti occuper les locaux de la Chambre de commerce, symbole du patronat. Les présents ont voté l'occupation du bâtiment et ont fermé toutes les portes. Cinq heures après, le GIPN et les gardes mobiles sont intervenus. Les manifestants n'ont opposé aucune résistance et se sont laissés traîner vers l'extérieur. Cinq personnes ont été arrêtées et menottées. Parmi elles, trois sont connues comme des militants syndicaux. Les quelques centaines de manifestants encore présents sur les lieux ont tenté de s'opposer à ces arrestations, ils se sont rendus devant l'hôtel de police, réclamant la libération de leurs camarades, qu'ils ont obtenue une heure plus tard.

Le mardi 20 mai, les différentes AG ont voté la grève jusqu'au vendredi 23 mai et

plusieurs manifestations sont prévues, entre autres contre le député-maire UMP des Tampon, opposant notoire au mouvement.

Du côté de la gauche, quelques dirigeants du PS local se font voir dans les manifestations avec une banderole dénonçant la politique antisociale de la droite, voulant faire oublier que les projets du gouvernement actuel sur les retraites et sur la décentralisation ont été concoctés par leurs amis à Paris, lorsqu'ils

étaient aux affaires. Le Parti Communiste Réunionnais soutient le mouvement actuel, tout en disant qu'il n'est pas contre la décentralisation, et ses dirigeants sont présents dans les manifestations.

En tout cas, les grévistes sont déterminés à ne pas lâcher. Ils sont convaincus que seule leur mobilisation et celle de leurs collègues de France auront une chance de faire reculer les projets du gouvernement.



La manifestation du 19 mai à Saint-Denis de la Réunion.

Val-d'Oise

HÔTELS DES IMPÔTS EN GRÈVE

Aux impôts, dans le département du Val-d'Oise, nous étions 70 % en grève mardi 13 mai, soit quatre hôtels des impôts fermés sur cinq.

Après ce succès, les assemblées générales du lendemain étaient nombreuses, mais beaucoup hésitaient à franchir le pas de la grève reconductible. Alors, le jeudi 15, 80 employés sur 120 présents à l'AG ont décidé la grève à Cergy. Puis une vingtaine de grévistes sont montés dans les bureaux afin de discuter avec les non-grévistes. Surpris et étonné, un chef de service a voulu que nous

partions mais, comme le rapport de forces y était, nous sommes intervenus, cette fois-ci, comme nous le souhaitions.

Le vendredi, il y avait moins de monde à l'AG. Par contre, le lundi 19, nous étions à nouveau une forte proportion de grévistes : 41 % dans le Val-d'Oise.

Aujourd'hui la grève est retombée, mais ce n'est pas parce que Raffarin nous a convaincus du bien-fondé de ses projets, et nous serons certainement nombreux à nous remobiliser dès que l'occasion se représentera.

Irak

L'OCCUPATION IMPÉRIALISTE, UNE MENACE POUR LES PEUPLES

En annonçant, le 16 mai, le report *sine die* du projet de gouvernement provisoire irakien promis par son prédécesseur pour la fin mai, le nouveau proconsul américain Paul Bremer a déclenché un tollé général et des manifestations dans les rues de la capitale, réclamant le départ immédiat des troupes d'occupation.

Désormais il n'est plus question que d'une « autorité provisoire » irakienne, sans pouvoir propre, dont le rôle sera de servir de caution aux autorités d'occupation sans la moindre contrepartie – rôle pour lequel Washington va peut-être avoir du mal à trouver des volontaires, même parmi les politiciens revenus en Irak dans les fourgons de l'armée américaine.

Les problèmes créés par l'invasion

Cette volte-face de la part des autorités américaines reflète sans doute les difficultés qu'elles rencontrent face aux problèmes créés par l'invasion.

Sur le plan politique, les autorités américaines se heurtent au fait que les partis qui disposent d'une certaine influence dans la population sont justement ceux auxquels elles ne peuvent se permettre de donner trop de place : qu'il s'agisse des partis intégristes chiites, trop liés à l'Iran, ou bien des partis kurdes, dont les revendications autonomistes sont susceptibles de poser des problèmes vis-à-vis de la Turquie, voire d'encourager la renaissance d'un mouvement pour un Kurdistan indépendant, non seulement dans le Kurdistan irakien, mais parmi les minorités kurdes des pays voisins.

Mais les autorités d'occupation se heurtent à des difficultés sur bien d'autres plans encore.

Sans doute, ce n'est pas la situation matérielle dramatique de toute une partie de la population qui trouble le sommeil des généraux américains, sinon cela ferait longtemps qu'ils auraient rétabli l'alimentation en eau potable et en électricité, payé les salaires des fonctionnaires et fourni aux hôpitaux les médicaments et équipements de base qui leur manquent.

En revanche, l'incapacité des occupants à restaurer l'ordre dans les villes, malgré la remise en service de milliers de policiers de la dictature, leur pose un problème, ne serait-ce que parce que, derrière les

gangs opérant au grand jour, peuvent se cacher des groupes armés prêts à s'en prendre aux troupes d'occupation. Et sans doute la nomination de Bernard Kerik, un ancien chef de la police de New York, pour restructurer la police et les prisons irakiennes, annonce-t-elle un durcissement de la répression, y compris contre la population dans son ensemble.

Qui plus est, tandis que l'intégrisme chiite travaille le

de l'État se sont retrouvés sans ressources financières ni aides matérielles depuis le début mars. Cela a donné lieu, par exemple, dès la fin de la guerre, à des manifestations à Erbil, la capitale de la zone occupée par le PDK, pour protester contre le non-paiement des salaires.

De leur côté, le PDK et l'UPK, profitant de l'absence de troupes américaines au nord du pays, se sont efforcés

Kurdes expulsés.

Dès la fin de la guerre, des milliers de familles kurdes originaires de Kirkouk ont quitté les camps de réfugiés du nord où elles vivaient, pour retourner dans leur ville d'origine. Y ont-elles été poussées par les milices nationalistes, afin de créer une situation de fait, ou par les illusions créées par Bush avec ses promesses aux Kurdes, ou tout simplement par leurs conditions matérielles

ments ont pris la forme de combats armés dans plusieurs quartiers de Kirkouk, qui ont fait cinq morts et une quarantaine de blessés, tandis que des villages proches, habités par des Arabes, étaient incendiés.

Du coup, les dirigeants de l'UPK et du PDK ont accusé les États-Unis de ne pas montrer assez de détermination à « résoudre » le problème en accélérant la « désarabisation » de Kirkouk – après avoir affirmé quelques jours auparavant qu'il n'était pas question de « forcer » qui que ce soit parmi la population arabe de Kirkouk à quitter la ville !

Le cas de Kirkouk – ville sur laquelle d'autres minorités ont également des revendications, comme les Turkmènes – illustre comment l'occupation impérialiste ouvre la voie à des rivalités ethniques, alimentées par les ambitions de forces réactionnaires, qui risquent de jeter les populations les unes contre les autres dans une lutte fratricide et sanglante.

Ce danger était inscrit dans toute l'histoire de l'Irak et de ce peuple kurde qui, il y a près d'un siècle, a été écartelé par les intérêts rivaux des grandes puissances entre quatre pays où il est réduit, depuis, à un statut de minorité opprimée. Malgré toutes les promesses qu'ils ont pu lui faire pour permettre à ses chefs de guerre de rallier le camp impérialiste, les dirigeants américains se moquaient tout autant du sort du peuple kurde que de celui des Arabes du Kurdistan. Et les uns comme les autres risquent de le payer aujourd'hui très cher.

François ROULEAU



Des milliers de familles n'ont plus de toit du fait des bombardements. Ici, des squatters dans les restes d'une prison de Bagdad.

sud et le centre du pays et y nourrit une certaine agitation antiaméricaine, le Kurdistan lui-même, région pourtant considérée jusqu'à présent comme favorable aux forces d'occupation, menace de devenir à la fois un terrain d'affrontements ethniques et un terrain dangereux pour les forces américaines.

Le Kurdistan et la guerre

Depuis le début des années 1990, le Kurdistan irakien avait bénéficié d'une relative autonomie par rapport à Bagdad. Les deux principales milices kurdes, le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK), qui s'apparentent plus aux clans traditionnels kurdes qu'à des partis nationalistes, s'y étaient taillé des fiefs où chacun d'eux régnait en maître. Grâce à la part des revenus du pétrole irakien qui leur était allouée par l'ONU et aux droits prélevés sur le trafic illicite de pétrole entre l'Irak et la Turquie, la région avait connu une très relative aisance.

Or, paradoxalement, la chute de Bagdad a mis fin à celle-ci. Les versements venus par l'ONU se sont taris (comme ils se sont taris pour le reste de l'Irak), tout comme la contrebande de pétrole. De sorte que les deux tiers de la population qui vivaient à un titre ou un autre des subsides

d'occuper le maximum de terrain dans les premiers temps de l'invasion. Leurs milices ont investi Kirkouk, la capitale du pétrole du nord de l'Irak, ville qu'elles ont dû quitter rapidement, il est vrai, sous la pression des troupes américaines.

Mais cela ne veut pas dire que le PDK et l'UPK aient renoncé pour autant à obtenir que Kirkouk soit intégré au Kurdistan autonome qu'ils revendiquent, au sein d'une fédération irakienne. Dans le même temps, ils ont multiplié les gestes pour rassurer la Turquie et éviter une intervention militaire de sa part. C'est ainsi, par exemple, que l'UPK a signé des contrats de production sur des bassins situés dans le nord-est du Kurdistan avec deux compagnies pétrolières turques – une façon de montrer à la Turquie qu'elle n'a rien à perdre à ce que Kirkouk soit sous contrôle kurde.

Une poudrière ethnique

Depuis, Kirkouk est devenu le centre de rivalités ethniques, entre d'une part des Kurdes qui en ont été évincés par le régime de Saddam Hussein, dans le cadre d'une politique d'« arabisation » qui dure depuis le début des années 1980, et d'autre part les populations arabes de la ville et de ses alentours, dont une partie ont été « implantées » sur place par la dictature pour remplacer les

rendues extrêmement précaires par la guerre ? Sans doute tous ces facteurs ont-ils joué. Quoi qu'il en soit, la plupart ont retrouvé leur ancienne demeure occupée par des familles arabes, ou encore détruite.

Il n'en a pas fallu plus pour que des affrontements éclatent entre Kurdes et Arabes. Entre le 16 et le 18 mai, ces affronte-

LUTTE DE CLASSE N° 73 (mai-juin 2003) est parue

- L'Irak sous l'occupation
- France

La « réforme » des retraites : vers une épreuve de force avec le gouvernement ?

- Brésil

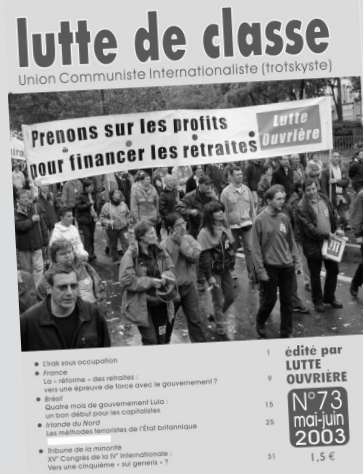
Quatre mois de gouvernement Lula : un bon début pour les capitalistes

- Irlande du Nord

Les méthodes terroristes de l'État britannique

- Tribune de la minorité XV^e Congrès de la IV^e Internationale : vers une cinquième « sui generis » ?

Prix : 1,5 euro - Envoi contre quatre timbres à 0,46 euro



Proche-Orient

LE PRIX D'UNE POLITIQUE

PRO-IMPÉRIALISTE

Alors que dans les Territoires occupés le terrorisme de l'État israélien fait presque tous les jours de nombreuses victimes, en Israël même, les attentats palestiniens se succèdent. Le dimanche 18 mai, sept personnes ont été tuées dans un bus, à Jérusalem Est, après qu'un kamikaze s'est fait exploser avec la bombe qu'il portait. Un autre attentat a fait trois morts le lendemain.

Sharon, qui disait vouloir réduire par la force la résistance des Palestiniens, peut constater aujourd'hui la prétention de son discours, tout comme Bush peut lui aussi constater que sa lutte contre le terrorisme international n'a non seulement aucun effet, mais continue au contraire à accroître un désespoir qui le nourrit. Avoir écrasé sous les bombes un pays comme l'Irak, pour s'emparer de ses richesses et pour remodeler la région à la convenance de l'impérialisme américain et accessoirement britannique, n'avait rien à voir avec une quelconque « lutte contre le terrorisme ». C'était au contraire

mettre en œuvre un terrorisme d'État des plus destructeurs pour des motifs propres aux grands groupes capitalistes américains et à la clique politique qui les représente.

A la violence mise en œuvre par l'impérialisme en Irak et dans bien d'autres endroits du monde, ce sont les bombes de Riyad du 12 mai et de Casablanca le 16 mai qui répondent. A l'odieuse de la politique américaine répond l'odieuse des attentats aveugles s'en prenant à des civils, où que ce soit. Mais la responsabilité première revient à ceux qui suscitent, développent, attisent le désespoir, conduisant des êtres humains à se servir de leur propre suicide comme d'une arme.

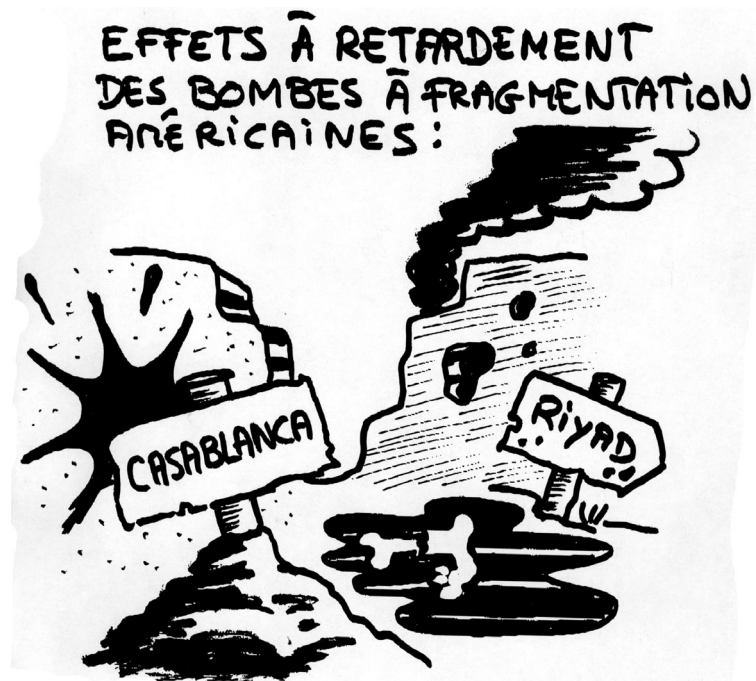
Chose quelque peu nouvelle, l'attentat du dimanche 18 mai à Jérusalem, comme celui qui est survenu le lendemain, n'a pas, pour l'heure du moins, remis en cause le tout nouveau dialogue engagé entre Sharon et Abou Mazen, le nouveau Premier ministre palestinien. Mais hormis cette singularité, la position israélienne n'a pas évolué d'un pouce.

Alors que le gouvernement palestinien a accepté la « feuille de route », impli-

quant beaucoup plus de concessions de sa part que de la part des Israéliens, ces derniers ont pour l'instant refusé de signer le document présenté par le Quartette (États-Unis, Union européenne, Russie et ONU), et n'acceptent pas de démanteler quelque colonie que ce soit. Cette position de force face aux aspirations des Palestiniens n'est évidemment pas de nature à désarmer moralement et matériellement tous ceux qui ne supportent plus l'arrogance et l'agressivité du gouvernement Sharon.

De toute façon, la politique de Sharon au Proche-Orient, finalement acceptée par l'impérialisme, pèse de tout son poids sur toutes les populations de la région, qui payent d'abord dans leur chair l'opposition entre les peuples, entretenue par la mise en œuvre de la politique coloniale d'Israël. Mais le prix à payer est aussi économique : de façon évidente pour les Palestiniens dont beaucoup n'ont plus rien pour vivre, de façon peut-être moins pressante pour les Israéliens, mais bien réelle tout de même.

Pour s'opposer à la poli-



tique sociale menée par le gouvernement Sharon, une importante grève a eu lieu dans la semaine du 12 au 17 mai. Le syndicat israélien, la Histadrout, a finalement obtenu du ministre des Finances, Nétanyahou, la renonciation à ce que les « réformes » soient imposées par la législation plutôt que par la négociation. Par contre, les salaires du secteur public seront amputés en 2003 de deux milliards de shekels. De plus, Nétanyahou a réussi là où tous ses

prédécesseurs avaient échoué : les directeurs de service ont désormais le pouvoir de licencier des fonctionnaires nommés. Le ministre des Finances a également obtenu la garantie de deux années de calme de la part de la Histadrout, qui renonce à réclamer des augmentations de salaire durant cette période. Reste ouverte, comme dans beaucoup de pays, la question... des retraites.

Georges LATTIER

Belgique

LIBÉRAUX ET SOCIALISTES CONFORTÉS PAR LES ÉLECTIONS

Les élections fédérales pour la Chambre et le Sénat, qui se sont déroulées en Belgique le 18 mai, ont été marquées par le renforcement des libéraux, des socialistes et de l'extrême droite.

Les deux partis Verts (flamand et wallon) qui avaient accédé au gouvernement pour la première fois en 1999 se sont effondrés, perdant jusqu'à deux tiers de leurs voix. Au cours de ces quatre années de participation gouvernementale, contrairement aux illusions qu'ils avaient suscitées, ils n'ont pas apporté une façon nouvelle de gouverner. Ils n'ont rien empêché, ni les ventes d'armes aux régimes dictatoriaux, ni de nouveaux scandales alimentaires, ni de meilleurs transports publics, ni plus de transparence dans les allées du pouvoir. Indépendamment de leur volonté réelle d'appliquer leur programme, ils n'en avaient de toute façon pas les moyens. Alors pourquoi leurs électeurs qu'ils avaient gagnés sur les partis traditionnels

auraient-ils continué à voter pour eux ?

Les partis chrétiens, qui avaient perdu beaucoup de voix après avoir assumé le pouvoir depuis plus de 40 ans, s'affaiblissent encore. En quatre ans d'opposition, ils n'ont pas réussi à se refaire une virginité. En revanche, les composantes principales du gouvernement sortant, les Partis Socialistes et Libéraux, se sont nettement renforcés. Pour les Partis Socialistes, c'est la première fois qu'ils ont gagné des voix après avoir participé au gouvernement. Ils ont rajeuni leur image, notamment en surfant sur la vague du mouvement « altermondialiste ». Les dirigeants impliqués dans les scandales de corruption des années 1980 et 1990 ont fait place à des leaders plus médiatiques, dont les mots peuvent tromper un temps les électeurs.

Même à Seraing (Liège) où Arcelor envisage la fermeture de ses hauts fourneaux, le Parti Socialiste a obtenu 50,1 % des voix, contre 38,7 % en 1999. C'était pourtant le Parti Socialiste qui avait privatisé la sidé-

rurgie et vendu Cockerill à Usinor pour une somme dérisoire. Et lors des manifestations des sidérurgistes liégeois, des représentants socialistes locaux se sont fait huer...

Quant aux libéraux, ils ont mené la politique que la bourgeoisie attendait d'eux. Dans tous les domaines sociaux – pensions, médical, enseignement, services publics – les économies ont prévalu. Par contre les profits ont été choyés : subventions aux entreprises, mesures de privatisation, réductions d'impôts des riches ont continué de plus belle.

Le PC n'a présenté qu'une seule liste pour la Chambre (sur 11 circonscriptions), dans le Hainaut, et a recueilli 0,8 %. Quant à l'extrême gauche, surtout représentée par le PTB qui se présentait presque partout, elle n'a recueilli que moins de 1 % des voix.

L'extrême droite recueille partout plus de voix. Dans la ville d'Anvers, le Parti Socialiste est passé de 14,8 % à 24,8 %, mais le Vlaams Blok, le parti d'extrême droite fla-

mand, y est passé de 28,4 à 30,5 % et reste le parti le plus fort à Anvers. Dans le reste de la Flandre, le Vlaams Blok atteint près de 18 % en progressant de 3 points.

Les récentes affaires de corruption des élus municipaux à Anvers et l'augmentation rapide du chômage en Flandre (+12 % en un an, +18 % parmi les jeunes) n'y sont pas pour rien. Mais c'est aussi la situation internationale depuis les attentats du 11 septembre 2001 qui profitent au Vlaams Blok. A Anvers, des représentants de la communauté juive ont déclaré leur intention de voter pour le Vlaams Blok qui se présente en protecteur des Juifs contre la « menace arabe », notamment lors des manifestations pro-palestiniennes et contre la guerre en Irak auxquelles beaucoup de jeunes Anversoises d'origine arabe ont participé. Le Vlaams Blok a même fait campagne auprès des Belges vivant en Israël !

Le discours sécuritaire et le nationalisme flamand du Vlaams Blok ont été repris par tous les partis flamands de la

droite classique, assortis d'une xénophobie à peine voilée. Même le Parti Socialiste flamand, qui s'est présenté en cartel avec un dirigeant nationaliste flamand « progressiste », défend l'idée qu'il faudrait régionaliser la SNCB et que les soins de santé sont menacés par le gaspillage wallon.

Mais la progression de l'extrême droite n'est pas un problème spécifiquement flamand. En Wallonie, c'est le parti du Front National qui a progressé partout et atteint 11,84 % à Charleroi. Ce parti, qui n'a pratiquement pas fait campagne, qui est divisé et dont les dirigeants sont largement inconnus, atteint 5,9 % et obtient un siège au Sénat et, avec 5,6 %, un siège à la Chambre dans le Hainaut.

Le futur gouvernement sera une coalition libérale-socialiste, qui continuera la politique d'austérité et les cadeaux au grand patronat... et qui contribuera à faire le lit de l'extrême droite, dans ses versions flamande et wallonne.

**Les samedi 7,
dimanche 8
et lundi 9 juin
à Presles (Val-d'Oise)**

la

F

Ê

T

E

de
**LUTTE
OUVRIÈRE**

Après l'intermède de 2002 où, en raison de la campagne électorale, nous avons limité notre fête à une seule journée et allégé son programme, cette année, la fête de Lutte Ouvrière a lieu à nouveau pendant les trois jours du week-end

de la Pentecôte et se tient au même endroit, dans le vaste parc de Presles.

Vous y trouverez des centaines de stands proposant des spécialités culinaires régionales et nationales, sur fond de musique de tous les pays, selon que vous serez à proximité du grand Podium, de la Cité du jazz, près du cabaret espagnol, du Petit Théâtre ou de la guinguette, où se dérouleront en permanence des spectacles gratuits. Les cinémas, gratuits eux aussi, seront permanents. D'autres stands abriteront des jeux et des animations de toutes sortes. Et de nombreux musiciens et artistes animeront les allées.

Comme à chaque fois, les enfants ne seront pas oubliés.

Une crèche accueille les plus jeunes ; les autres peuvent disposer d'un espace, la « place aux jeunes » où différentes activités leur sont proposées. Enfin, la « carte orange » permet pour un prix modique de faire le tour des différents stands de jeux.

Vous découvrirez des expositions politiques et scientifiques, le forum du livre et plusieurs librairies ainsi que des débats animés par des personnalités ou des groupes militants. Car la fête, c'est aussi l'occasion d'échanger des idées et de débattre fraternellement ; de discuter de la situation politique et sociale marquée notamment cette année par le mouvement de

protestation contre les attaques du gouvernement en particulier dans l'Education nationale. Seront aussi présents cette année encore, dans la « Cité politique », de nombreux groupes politiques dont les opinions sont différentes des nôtres. Mais justement, le débat démocratique a toujours été une caractéristique de notre fête.

Enfin, vous pourrez entendre les allocutions de notre camarade Arlette Laguiller sur la grande scène chaque jour de la fête : le samedi vers 17 heures, les dimanche et lundi vers 15 heures.

Alors, à bientôt pour ce rendez-vous de fraternité et de détente !

AU GRAND PODIUM

Sous réserve de modifications

SAMEDI 7 JUIN

SABAYO
Chansons engagées

CLARIKA
Auteur Chanteuse Compositeur

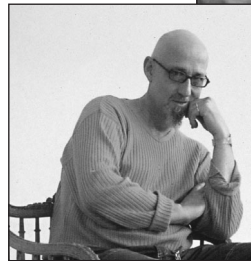


S. Françoise

CHANSON PLUS BIFLUORÉE
« Pour de vrai, pour de rire »
Humour musical

DIMANCHE 8 JUIN

GILBERT LAFFAILLE
Accompagné par Léo Nissim
Piano-voix



CharElie
dans son nouveau récital « 109 show »

BONGA
Une des grandes voix du continent africain dont la musique est à la croisée des sonorités angolaises, capverdiennes et latino-américaines



LUNDI 9 JUIN

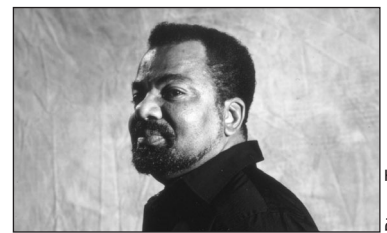
LES FATALS PICARDS
Rock festif rigolo



Rolain Menegon

JEAN-JACQUES MILTEAU QUINTET
Blues

LA CONTRABANDA
Salsa



Pierre Terrasson

Au Théâtre de verdure

SAMEDI

THE JONES - Rock progressif

MAM - Musique du monde Jazz

CABARET BRECHT
en V.O. sous-titrée

HEINE'KEN, LE SURVIVANT
Chanson française

DIMANCHE

LA COMPAGNIE JOLIE MÔME
dans le spectacle de chansons Rouge Cœur
JAZZ, MUSETTE ET CHANSON
avec Jean-Philippe WINTER et Stéphane MANSE

MUZ'NOUCH
Chanson tzigane

SERVICE PUBLIC
Travailleurs-chanteurs de la RATP,
Le groupe autrichien
KARLI New rock

LUNDI

MIDNIGHT JOKERS
Standards rock des années 70

TRI LUERN GLAZ
Trad'rock celtique

KARAVAN QUARTET
Jazz manouche

Également parmi nous pour animer la fête :

LES TROUBADOURS DE BARBARIE
L'ORCHESTRE DE JEAN-CLAUDE GOMBAULT
et un spectacle permanent sur la scène de la Guinguette

À Jazz City

Jazz City est une scène de concert dédiée au jazz, au blues et à leurs dérivés. Comme les autres scènes de la fête, elle propose un spectacle permanent et présente des musiciens s'exprimant

dans différents styles.

On y trouve aussi un stand qui vend des brochures, des livres, des CD. Enfin, le dimanche et le lundi matin, on y propose un copieux petit déjeuner à l'américaine,

servi en musique.

Au programme de cette année, on peut déjà annoncer les groupes des saxophonistes **Jef Sicard, Richard Raux** et **Daniele Vigilucci** ainsi que le **grand orchestre du 15^e**.

LES CHAPITEAUX SCIENTIFIQUES

Sous le chapiteau des expositions

Des expositions

- « D'autres planètes... D'autres Terres ? »
- « Atmosphère, atmosphère... La planète se réchauffe-t-elle ? »
- « Quelle insécurité alimentaire ? »
- « Plantes alimentaires et évolution des sociétés »
- « Les origines de l'Homme »
- « La bible et ses mythes »
- « Les sales guerres coloniales de la France sur le continent africain »

Un planétarium avec visites commentées : « L'astrologie, une croyance irrationnelle »

Projection permanente de vidéos scientifiques

Des diaporamas sur ordinateur

Une librairie consacrée à la vulgarisation scientifique

Des exposés-débats, animés par nos invités, connus ou pas encore, dans des domaines aussi variés que l'origine des langues, les risques professionnels, la préhistoire, la paléontologie, l'astrophysique, la neurobiologie, l'agronomie...



Des débats animés par des historiens, des écrivains ou des militants d'associations

Différentes personnalités, des historiens ou des auteurs, des militants ou militantes de diverses associations, viendront animer des débats autour de leurs derniers ouvrages ou des activités dans lesquels ils sont engagés.

On peut dès maintenant annoncer la participation de **Jean-Paul Gôuteux** (auteur de *La nuit rwandaise*), **Andrei Kourkov** (auteur de *Le Pin-*

gouin), **Gérard Delteil** et **François Muratet** (auteurs de romans policiers), **Maurice Rajsfus** (pour son dernier livre *1953, un 14 juillet sanglant*), **Pierre-Jean Luizard** (auteur de *La question irakienne*), **Alain Ruscio** (historien spécialiste du colonialisme), **Michel Warschawski** (auteur et militant israélien), **Julia Wright** (pour un débat sur la situation de Mumia Abu Jamal et de Léonard Peltier).



Deux cinémas permanents

Deux cinémas permanents fonctionneront pendant toute la durée de la Fête. On pourra y voir des films qui ont pu passer en salle, mais qui ne passent plus, ou seulement de façon confidentiel. Au programme de cette année, on peut annoncer :

- *Parole de Bibs* (en présence de la réalisatrice, Jocelyne Lemarie-Darnaud),
- *Bloody Sunday* (Paul Greengrass),
- *Bowling for Columbine* (Michael Moore),

- *Amen* (Costa-Gavras),
- *Les lundis au soleil* (F. Leon de Arnaca),
- *The Magdalena Sisters* (Peter Mullan),
- *Être et avoir* (Nicolas Philibert),
- *La folie des hommes* (Renzo Martinelli),
- *Inch Allah Dimanche* (Yasmina Benguigui)

Dans la nuit de dimanche à lundi, on projetera :

- *Les rois du désert* (David O'Russell)

Pour venir des différentes villes...

La fête de Lutte Ouvrière est également un rassemblement national de nos camarades, amis et sympathisants. Des cars et des trains leur permettent de se rendre à Presles à partir de leur région. Nous annoncerons ici les rendez-vous de départ au fur et à mesure qu'ils seront connus. Tous les départs annoncés dans cette première liste ont lieu le samedi 7 juin (sauf mention spéciale). Les transports sont, selon les cas, des autocars ou le train.

BRETAGNE

Brest : 4 h 30, gare SNCF.
Lanester : 5 h 00, place de l'Aulne
Rennes : 7 h 30, parking métro Poterie Saint-Brieuc : 6 h 00, place de la Liberté

CENTRE

Bourges : 6 h 00, parking du Centre nautique.
Châteauroux : 6 h 30, parking de l'Escale.
Limoges : 5 h 00, parking Haut du Champ de Juillet.
Montargis : 7 h 30, place du Pâtis (devant la poste).
Nevers : 6 h 30, Maison de l'Agriculture.
Orléans : 8 h 00, Centre commercial Emile Zola.
Tours : 7 h 45, gare routière.
Vierzon : 7 h 15, parking stade Robert Barran.

EST

Belfort : 7 h 15, hall départ gare SNCF.
Besançon : 6 h 45, place Battant.
Lure : 7 h 30, hall départ gare SNCF.
Metz : 8 h 30, hall départ gare SNCF (réservations au 03 87 32 84 61).
Mulhouse : 6 h 15, hall départ gare SNCF.
Nancy : 8 h 45, hall départ gare SNCF (réservations au 03 83 28 49 75).
Reims : 8 h 00, parking Clairmarais (derrière la gare SNCF - renseignements au 03 26 47 50 17).
Strasbourg : 7 h 30, hall départ gare SNCF.
Vesoul : hall départ gare SNCF.

PAYS DE LOIRE

Angers : 7 h 30, place de La Rochefoucauld.
Le Mans : 8 h, Jet d'eau, place des Jacobins
Nantes : 7 h 00, parking Haluchère.
Saint-Nazaire : 6 h 00, parking gare SNCF

POITOU-CHARENTES

Châtellerauld : 6 h 30, devant la mairie.
Poitiers : 6 h 00, aux Arènes (Parc des Expositions).

AUVERGNE

Clermont-Ferrand : 7 h, gare routière
NORD-PAS-DE-CALAIS
Lille : Samedi 7 juin à 7 h et 9 h, métro Porte d'Arras ; Dimanche 8 juin à 7 h, Métro Porte d'Arras
Dunkerque : Samedi 7 juin à 8 h, parking du stade Tribut ; Dimanche 8 juin à 6 h, parking du stade Tribut

RHÔNE

Lyon : 5 h 30, angle boulevard Ambroise Paré et rue Laënnec.

... et pour venir depuis Paris

Le plus simple est de se rendre à la Fête en autocar, en empruntant les navettes gratuites qui effectueront leur service permanent entre Paris et la Fête, aller et retour.

Attention ! Depuis Paris, le départ ne peut plus se faire au même lieu que les années passées. Il se fera désormais au métro Saint-Denis Université (terminus de la ligne 13). On peut donc venir jusque-là en métro (ou en voiture), puis prendre l'une des navettes gratuites qui conduisent à l'entrée même de la fête.

Le train (payant), depuis la Gare du Nord jusqu'à la gare de Presles, vous dépose à environ 900 mètres de la fête.



Sous le chapiteau «Science, on tourne»

«LES GRANDES ÉPIDÉMIES, DE LA PESTE NOIRE AU SRAS»

De la peste noire du 14^e siècle, la plus meurtrière de tous les temps, à l'épidémie actuelle de pneumopathie atypique, en passant par la variole, le choléra, la grippe espagnole et le SIDA, les spectateurs pourront faire le tour, au sens propre, de grandes épidémies qui ont marqué l'histoire de l'humanité.

Achetez maintenant votre carte d'entrée et faites des économies !

Achetée à l'avance, auprès de nos militants (ou en nous écrivant Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18 - chèques à l'ordre de Lutte Ouvrière), la carte d'entrée coûte 8 euros et est valable les trois jours. Sur place, elle sera vendue 12 euros pour les trois jours.

Si vous achetez à l'avance des bons d'achat, vendus 8 euros (jusqu'au 25 mai), ils vous donneront un pouvoir d'achat de 10 euros dans l'enceinte de la fête. Soit une économie de 20 %. A ne pas manquer !



APRÈS LES RETRAITES, LE TOUR DE LA SÉCU

Le projet de « réforme » des retraites de Fillon-Raffarin a beau faire l'unanimité contre lui, ceux-ci persistent dans leurs choix et se préparent à s'attaquer à ce qu'ils nomment la réforme de la Sécurité sociale. Mattei, le ministre de la Santé, s'en est expliqué dans une interview publiée dans *Le Monde* du 17 mai.

Le déficit prévu de la Sécu cette année, de 7,9 milliards, serait selon lui dû pour les trois quarts à un manque de recettes. Un sixième seulement viendrait de la croissance des dépenses. Mais le ministre ne s'interroge pas sur l'origine de ce manque de recettes. Il devrait alors parler des dizaines de milliards de cadeaux faits aux patrons, sous forme d'exonérations de cotisations. Il devrait aussi parler du chômage, provoqué par ces mêmes patrons et leurs plans de licenciements, qui limite les ressources des caisses.

Pour Mattei, il n'est pas question d'augmenter les prélèvements obligatoires, car selon lui cela « pénaliserait l'investissement et donc la reprise de la croissance ». De quelle croissance parle-t-il, sinon de celle des profits ?

Il faudrait une « meilleure prise en compte du vieillissement de la population », ajoute-t-il, c'est-à-dire libérer le plus possible la Sécu de ces dépenses. Par exemple en « associant » les collectivités locales, pour la dépendance, ou les assurances complémentaires. Et surtout en « infléchis-

sant la croissance des dépenses de maladie ».

Ces dépenses, ce sont les malades qui devront les assumer. La Sécurité sociale rembourse moins, comme pour les 617 médicaments dont le remboursement vient de passer de 65 % à 35 %. L'idée du « service médical rendu » vient de Martine Aubry : « C'était une bonne idée, que je mets en œuvre », dit Mattei.

De même il faut mettre l'accent sur le contrôle des arrêts maladie de plus de 55 ans. Selon Mattei, « dans certains cas l'arrêt-maladie sert de système de préretraite. C'est inacceptable. » Ce qui est inacceptable, c'est de réduire l'accès aux soins qui touche, en premier lieu, les plus démunis.

Mais si les malades vont devoir payer davantage, le ministre n'a nullement l'inten-

tion de s'en prendre à l'industrie pharmaceutique qui prospère pourtant grâce à la Sécu, qui lui assure un vaste marché captif.

La réforme de la Sécurité sociale que Mattei promet pour l'automne aboutirait à ce que les caisses de la Sécu remboursent moins, ouvrant un large marché aux assurances complémentaires et laissant une bonne part des dépenses à la charge des malades, du moins de ceux qui pourront les assumer. Les autres seront libres... de ne pas se soigner.

Il est plus que temps de faire échouer les attaques du gouvernement Raffarin, à commencer par celles qu'il mène en ce moment sur les retraites et contre le personnel de l'Éducation nationale.

Vincent GELAS

AIDE MÉDICALE D'ÉTAT PEAU DE CHAGRIN, UN MAUVAIS COUP CONTRE LES SANS-PAPIERS

L'Aide médicale d'État permet aux étrangers résidant en France et ne pouvant bénéficier de la CMU (Couverture médicale universelle), leurs ressources étant inférieures pour une personne seule à 562 euros par mois, d'accéder malgré tout à un minimum de soins médicaux.

Un des soucis majeurs des pouvoirs publics n'étant pas d'assurer les meilleurs soins médicaux possibles à ceux qui en auraient besoin, mais d'éviter toutes « dépenses injustifiées », ils avaient réduit cette aide en multipliant les conditions d'admission et leur contrôle à l'AME.

Devant les protestations

qu'avait suscitées cette discussion, le gouvernement avait reculé... en paroles, car un projet de circulaire de la Direction générale de l'action sociale auprès des directeurs des Caisses primaires d'assurance maladie précise tous les obstacles administratifs permettant de détourner le maximum de patients du bénéfice de cette aide médicale. « L'urgence médicale » ne devant pas autoriser l'accessibilité immédiate à l'aide médicale, il s'agit d'abord de vérifier toutes les ressources possibles du demandeur, en France et dans son pays d'origine, ainsi que celles de ses proches. Par exemple, s'il est nourri gra-

cieusement par des amis, on lui supposera forfaitairement un revenu quotidien de 10,67 euros. S'il est hébergé gratuitement, on comptabilisera comme revenu la moitié du montant du loyer !

En écartant encore davantage des soins médicaux les couches les plus démunies, les pouvoirs publics prennent, comme l'ont déjà souligné des associations humanitaires, la responsabilité de la dégradation de la santé de toute une partie de la population, et y compris du développement des maladies et de la contagion.

A. V.

QUAND LES PATRONS VIDENT LES CAISSES DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

C'est au moment où le gouvernement s'efforce de faire passer son projet sur les retraites, qui vise à faire supporter à la classe ouvrière et à elle seule les efforts prétendument indispensables à l'équilibre des régimes de retraite, qu'il décide d'augmenter considérablement les exonérations de cotisations sociales du patronat !

Les allègements de charges sociales accordés par le gouvernement Jospin à l'occasion de la mise en place des 35 heures sont déjà considérables et s'ajoutent à toutes les exonérations accordées antérieurement aux patrons sur les bas salaires ; au point que l'ensemble de ces exonérations représentent déjà cette année quelque 123 milliards de francs (19 milliards d'euros).

Mais le gouvernement Chirac-Raffarin a estimé que cela ne suffisait pas. Sous prétexte que, pour aligner par le haut les différents Smic d'ici 2005, il va donner un « coup de pouce » aux Smic les plus bas, il a décidé d'accorder parallèlement de nouvelles exonérations au patronat. Fillon lui-même a cité le chiffre de 7 milliards d'euros (46 milliards de francs) à partir du 1^{er} juillet

de cette année. En tout, sur trois ans, cela représentera selon *Le Parisien* une somme de 19 milliards d'euros.

Dès cette année donc les exonérations de cotisations patronales augmentent de près de 37 % !

Et le gouvernement prétend faire payer les salariés pour combler les trous !

Au moment où le gouvernement prétend que les caisses de retraite vont se vider à cause de l'évolution du rapport entre actifs et retraités, il est visible que ceux qui contribuent surtout à les vider sont les patrons, avec l'aide du gouvernement. Il n'y a aucune raison que les travailleurs acceptent de renflouer des caisses que l'État et les patrons s'évertuent à vider ! Il faut au contraire mettre fin à ces privilèges exorbitants du patronat.

LA RETRAITE DES DÉPUTÉS : UN RÉGIME TRÈS SPÉCIAL

Les parlementaires, députés et sénateurs semblent composer une heureuse exception, en matière de retraite. Il leur suffit de cotiser 37 années et demi à taux plein pour en bénéficier.

Auraient-ils mauvaise conscience ? Ils proposent « une mission de réflexion » sur leur régime de retraite, tandis que les sénateurs, plus prudents, attendent d'être fixés sur la durée future de leur mandat avant de se livrer à toute modification sur leur régime de retraite.

La caisse de pension des députés est alimentée par des cotisations prélevées sur leurs indemnités et par une subvention inscrite au budget dont ils votent eux-mêmes le montant. On n'est jamais si bien servi que par soi-même !

Les parlementaires peu-

vent faire valoir leurs droits à la retraite à 55 ans, voire 50 ans sous condition d'un abattement de 30 %. Ils peuvent cotiser double au cours de leurs trois premiers mandats : une petite assurance face aux aléas électoraux. Bien sûr, cette pension est cumulable avec toutes autres pensions, revenus, etc. Un parlementaire peut même la cumuler à partir de 50 ans avec les indemnités d'un mandat parlementaire en cours. Ce mandat permettant lui-même d'augmenter la pension, cette pension mensuelle tournant autour de 3 000 euros.

Les parlementaires s'interrogent donc – mais s'interrogent seulement – sur l'allongement de la durée de cotisation.

Alain VALLER